

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION

26, rue Drouot, Paris (9<sup>e</sup> Arr.)

POUR LA PUBLICITÉ

S'adresser, 26, RUE DROUOT  
à l'Hôtel du « FIGARO »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & C<sup>o</sup>  
8, place de la Bourse

# LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me hâte de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION

26, rue Drouot, Paris (9<sup>e</sup> Arr.)

TÉLÉPHONE PROVISOIRE : N° 567.46 — 567.47

ABONNEMENT

|                        | Trois mois | Six mois | Un an |
|------------------------|------------|----------|-------|
| Seine et Seine-et-Oise | 15         | 30       | 60    |
| Département            | 18         | 37       | 75    |
| Union postale          | 21         | 43       | 86    |

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## SOMMAIRE

L'Union philanthropique : PAUL STRAUSS.  
La Vie hors Paris : Le château d'Esclimont : NIVONNE.  
Le tremblement de terre : FÉLIX.  
Les réceptions du Nouvel An à l'Élysée : CA. DAUZIAT.  
Le monde religieux : Une lettre pastorale de Mgr Henry : JULIEN DE NARON.  
Par fil spécial : ALBERT GUILLAUME.  
Le ski et ses applications militaires : DE BEYRE.  
La réforme des études médicales : HORACE BIANCHON.  
Journaux et Revues : ANDRÉ BEAUNIER.  
Double assassinat à Colombes : L. B.  
Les miettes de la science : La monnaie d'aluminium : ÉMILE GAUTIER.  
Huit jours après : L'ingénue : ROBERT DE FLEISS.  
Les inventeurs aux États-Unis et en France : CLAUDE COHEN.  
Feuilleton : Métropolis : UPTON SINCLAIR.

## L'Union philanthropique

L'hygiène sociale est à la mode, la mutualité élargit chaque jour davantage son action et son programme, la lutte contre la maladie et contre la misère évincables se poursuit avec plus de vigueur et un succès d'ailleurs. Ce serait pourtant une erreur de croire que le monde est à la veille d'être terrassé et bientôt réduit à l'impuissance. Hélas ! les sources profondes de la détresse mortuaire sont loin d'être taries, la dépopulation n'est pas enrayée, la cause des mères et des enfants du premier âge n'est pas encore définitivement et pratiquement gagnée.

Certes, la route est jalonnée, les méthodes de prévention et de sauvegarde ont acquis une précision scientifique, les guides les plus sûrs conduisent à l'assaut des foyers de contagion physique et morale.

Est-ce un motif pour renoncer à l'action légale, parce que l'initiative privée grandit et se développe à merveille ? Aucune conclusion ne serait plus regrettable, parce qu'elle aurait pour résultat de réveiller des malentendus à peine effacés et qu'elle affaiblirait dans des proportions prodigieuses le protectorat des faibles et des malheureux.

De longs siècles ont démontré que la charité, si pure dans son essence et si belle dans ses manifestations multiples, ne suffit pas à vaincre le paupérisme. Une autre conception a surgi, qui, tout en reposant sur l'intervention de la collectivité communale, départementale ou nationale, ne tend nullement à amoindrir le concours des initiateurs bénévoles et libères. Les solidarités les plus ardentes sont les premiers à solliciter la coopération cordiale des volontaires de la bienfaisance, agissant de concert ou séparément.

Dernièrement, au congrès des Mutualités maternelles qui s'est tenu avec tant d'éclat et de succès à la mairie Drouot, des mutualistes de renom, Léopold Maffieu, Edouard Fuster, d'autres encore, ont loyalement reconnu et hautement proclamé que, loin de s'exclure et de se contrarier, l'effort mutualiste et l'acte philanthropique accompli par un service public ou par une œuvre privée doivent coïncider et converger pour que la protection des mères laborieuses soit efficacement assurée et que le sauvetage des tout petits soit rationnellement organisé.

Rien ne serait plus vain et plus dangereux que d'opposer l'une à l'autre l'assistance maternelle et la prévoyance familiale. Les praticiens du bien, ceux qui ont mesuré le champ immense du mal contemporain, sont prévenus contre une telle suggestion. C'est le rassemblement et non la dispersion, encore moins l'antagonisme des forces dont ils ont la compréhension exacte et le souci passionné. Si je dis ces choses, ce n'est point pour le plaisir d'énoncer une vérité de sens commun, mais pour marquer la disparition d'une équivoque et la fin d'un litige, tout au moins dans les milieux compétents, dans les centres d'action philanthropique.

Il n'y a pas la moindre contradiction, par exemple, entre l'accroissement des subventions accordées par le Parlement aux œuvres de protection de la maternité et de la première enfance et la préparation d'une loi destinée à indemniser par un secours public les mères convalescentes qui doivent s'abstenir de tout travail en dehors de leur domicile pendant quatre semaines au moins après la naissance du bébé. Si la mutualité maternelle pouvait englober toutes les femmes, toutes les candidates à la maternité, toutes les mères, l'octroi d'un subside administratif serait inutile. Il en serait de même pour les soins aux malades, qui sont accordés par l'assistance médicale gratuite, à défaut d'une société de secours mutuels. Malgré la merveilleuse expansion de la mutualité française, vingt-deux mille communes en France sont totalement dépourvues de toute organisation d'aide mutuelle. Comment, dans de telles conditions, un service public ne prendrait-il pas en charge, pour remplacer des initiatives défaillantes, des malades pauvres, des mères misérables, des enfants en péril, pour leur parler de ces catégories et de ces compartiments de la souffrance humaine ?

Est-ce à dire qu'une fois le service public institué, son fonctionnement aura par cela même une sécheresse automatique ? C'est ici qu'apparaît, en dehors du domaine classique et si vaste sur lequel on la voit évoluer avec tant de gratitude, le rôle nouveau de l'initiative bienfaitrice.

Les bienfaiteurs privés, dans leurs œuvres variées, payent de leur personne; ils prennent contact avec les assistés, leur prodiguant tout à la fois les secours

matériels et le réconfort moral. Toutes les formes de tutelle des pauvres et de patronage des malheureux, des faibles, des petits, ont été expérimentées depuis des siècles et ont fait leurs preuves. L'Angleterre et les États-Unis nous offrent à cet égard des modèles admirables, et notre pays, surtout pour la protection de la première enfance, n'a qu'à puiser dans des traditions séculaires pour découvrir le secret d'une méthode perfectionnée de puériculture.

Ce qu'il faut, pour le service public comme pour l'œuvre privée, c'est l'alliance et la collaboration de deux éléments, l'un médical, l'autre féminin. Le médecin seul, malgré la puissance de ses moyens et la sûreté de ses armes, risque d'échouer, s'il n'a pas pour auxiliaire une dame patronnesse, une dame visitatrice qui le seconde et lui sert de surveillante bénévole. De son côté, la dame patronnesse, réduite à elle-même, n'aurait pas la force suffisante pour dépister le mal et préserver un berceau fragile des dangers cachés qui le menacent sans cesse pendant les premières années d'élevage ou la moindre faute d'alimentation risque d'avoir les conséquences les plus néfastes, les effets les plus tragiques.

Cette union des médecins et des femmes est presque une nouveauté; elle date d'hier sous la forme où elle a été réalisée. La plupart de nos sociétés d'assistance et de prévoyance maternelles, rajeunissant leur procédure, empruntent à la coopération des hommes de science et des femmes de cœur le meilleur de leur vertu, les principaux de leurs bienfaits.

Une association méthodique des bonnes volontés et des dévouements n'a rien de banal, parce qu'elle est en perpétuel progrès. Ainsi, les mutualités maternelles, dont M. Poussineau est le protagoniste incomparable, ont remporté de nouvelles et décisives victoires sur la diarrhée infantile, sur la mort prématurée des enfants du peuple, à mesure qu'elles ont adjoint à leur institution primitive d'aide pécuniaire pendant les relevailles maternelles des consultations de nourrissons et des dispensaires de maternité, et qu'elles ont mobilisé des dames patronnesses, attentives, vigilantes, secourables, visiteuses des taudis et protectrices des berceaux.

Telle est la voie dans laquelle a tenu à s'engager le congrès récent des Mutualités maternelles, animé de cet esprit nouveau d'entente sanitaire, mutualiste et philanthropique, grâce auquel le mal de misère maternelle et infantile sera prochainement refoulé et vaincu, pour peu que les actes succèdent aux déclarations et que les pouvoirs publics fassent leur devoir résolu, généreusement, en vue d'étayer et de fortifier la résistance au mal social inaugurée et poursuivie par les apôtres de l'hygiène sociale et les messagères de bonté.

Paul Strauss.

## LA VIE HORS PARIS

## Le château d'Esclimont

Entre Auneau, Maintenon et Rambouillet, Jean de Bullion, maître des requêtes, mari d'une Lamoignon, avait fait construire Esclimont vers 1580. Sur cet obscur personnage, les chroniques sont muettes, mais sur Claude, qui embellit la construction paternelle, la verve de Tallemant des Réaux s'exerce à plaisir. Malgré sa petite taille et son petit aspect, Claude de Bullion obtint le poste de surintendant des finances par la comtesse de Saint, à laquelle il sut plaire. Si vous le consultez comme moi, madame ! dit-elle à la reine mère. *Dieu m'en garde !* répondit Marie de Médicis avec son accent italien. Laplace raconte que, donnant à dîner aux maréchaux de Grammont et de Villeroi, au marquis de Souvray et au comte d'Hautefeuille, ce surintendant fit servir au dessert trois bassins de louis d'or et les engagea à en prendre pour leur jeu. Ils en emportèrent tant leurs poches qu'à peine pouvaient-ils bouger, ce qui fit rire Bullion. Mais le Roi rit moins. Le terrible cardinal fit mander Claude, et, sous ce prétexte ou sous un autre, Richelieu lui envoya au bas des reins un coup de pied qui lui fit un tel... déplaisir qu'il en mourut. Tallemant lui dédie cette épigramme : « Il vola beaucoup, comme tous les surintendants, et eut le bonheur de ne pas être pendu comme Marigny ou Semblançais. »

Esclimont est un vaste château Renaissance, à grosses tours d'angle, dont on admire la façade Est, sobre d'ornements, et ses deux tours donjonnières aux machicoulis doubles, plus que la façade principale décorée à l'italienne. Devenue propriété du duc et de la duchesse de Laval, dont la fille épousa Sosthène de La Rochefoucauld, duc de Doudeauville, ministre de Charles X, la terre passa à son second fils, Sosthène, duc de Bisaccia. Ce fut le beau temps d'Esclimont. Le duc, grand seigneur d'allure, dont les goûts fastueux cadraient avec l'immense fortune laissée par la duchesse de Laval, était vu de Mlle de Polignac. Il en avait eu la duchesse Yolande de Luynes et le comte Louis, mort en Egypte. Il venait d'épouser la princesse Marie de Ligne du château de Belœil. De 1861 à 1870, il restaura le château, où, dans le hall somptueux, se dressa la statue équestre du comte François, parrain de François I<sup>er</sup>, depuis lequel les aînés de cette famille portent son nom, et depuis lequel la branche de Surgères et Montendre, dont les ducs de Doudeauville, s'est séparée de celle des ducs de La Rochefoucauld dite de Lamoignon. Les salons furent arrangés avec un art exquis de recoins, de paravents, de fauteuils courants, de meubles d'angle, de vitrines, de bibelots, harmonieux désordre dont nait l'intimité du chez soi, auquel excellait la duchesse. Dîners, réceptions, chasses, se succédaient. Le voisinage de Maintenon et des Noailles, de Rambouillet et des La Trémoille, alors locataires de l'État, ajoutait au charme de la vie de château. On voyait à Esclimont des tableaux de 400 perdreaux et lièvres, des fusils de

choix : duc d'Ayen, duc de La Trémoille, prince d'Arenberg, marquis de Breteuil, prince Charles de Ligne, marquis de Lauriston, vicomte d'Harcourt, comte de Saint-Priest, comte Haliez, etc., etc. Dans les grandes occasions apparaissait la vaisselle plate, chef-d'œuvre d'orfèvrerie. Esclimont avait gagné la fièvre de luxe et de plaisirs de la fin de l'Empire, était entré dans le branle conduit par la musique épilétique d'Offenbach.

Puis la politique s'empara du duc. La Sarthe fut estimée meilleur terrain électoral que l'Eure-et-Loir. Esclimont fut délaissé pour Bonnetable dont la restauration commença. Entre temps, il acceptait l'ambassade de Londres, faisait construire une galerie des fêtes sur la terrasse d'Albert-Gate qui borde Hyde Park, dépensait 500.000 francs en plus des 300.000 du département, et laissait à la Société anglaise un souvenir inoubliable de faste et de bon ton. Député de Marnes de 1871 à 1894, successeur du marquis de Biron à la présidence du Jockey-Club, chef de la droite monarchique, parfait gentilhomme occupant la plus haute situation sociale, le duc Sosthène était devenu duc de Doudeauville à la mort du duc Stanislas, son aîné. Il eut la tristesse de perdre le vicomte Charles, qui, de son union avec Mlle de La Trémoille, n'avait eu que la princesse de Tonnay-Charente, belle-fille du duc de Mortemart. A sa mort récente, ses fils, MM. Armand et Edouard, cadets de la princesse Louise de Ligne et de la duchesse d'Harcourt, sont devenus duc de Doudeauville et duc de Bisaccia.

Esclimont est aujourd'hui le partage du duc Edouard et de la duchesse née Colbert. Son style Renaissance italienne appelle leur joli titre de Deux-Siciles. Leur statue du parrain de François I<sup>er</sup> dit que l'adieu de Charles de Ligne, lorsque les La Rochefoucauld le reçurent à Vertueil, *onques n'entra dans une maison qui sentit mieux sa grande vertu hospitalière et seigneuriale que celle-ci, s'adressa à tous les temps.*

Vivonne.

## Échos

## La Température

Le froid a diminué un peu, 5° au-dessous de zéro le matin, 2° au-dessous à midi, 0° à quatre heures. Mais un épais brouillard a plané sur Paris et dans les rues le dégel a rendu la circulation difficile et pénible. Baromètre : 776.

La pression atmosphérique continue à être très élevée sur tout le continent. La dépression de la Méditerranée s'est à peu près comblée. Le vent est faible sur nos côtes avec mer peu agitée.

En France, un temps nuageux avec température voisine de la normale dans l'Ouest, plus froide dans le Nord et l'Est est probable. (La température du 1<sup>er</sup> janvier 1908 était, à Paris : le matin, 3° au-dessous de zéro ; à midi, 3° au-dessous. Baromètre : 757<sup>mm</sup>. Neige et ciel obscur.)

Nice. — Température : à midi, 14° ; à trois heures, 13°.

De New York Herald :

A New-York : Temps nuageux. Température : maxima, 19° ; minima, — 29°. Vent nord-ouest faible.

A Londres : Temps couvert. Température : maxima, 8° ; minima, 4°. Vent calme. Baromètre, 779, en hausse.

A Berlin : Temps beau. Température : — 6°, à midi.

## A Travers Paris

M. Emile Loubet accomplissait avant-hier, dernier jour de l'an 1908, sa soixante-dixième année. A cette occasion, S. A. S. le prince de Radolin, par mission spéciale de l'empereur d'Allemagne, s'est rendu ce même jour chez l'ancien Président de la République pour lui apporter les vœux et les souhaits de son souverain.

Cette mission accomplie, le prince de Radolin s'est fait l'interprète des félicitations du prince de Bulow, chancelier de l'Empire, et a enfin prié M. Loubet de vouloir bien agréer ses vœux personnels de bonheur et de longue vie.

M. Emile Loubet, très touché de ces témoignages de cordiale sympathie, a demandé au prince de Radolin de se faire l'interprète de ses remerciements auprès de l'empereur Guillaume et du prince de Bulow.

Le prince Auguste d'Arenberg, membre de l'Institut, président de la Compagnie universelle du canal de Suez, vient d'être nommé chevalier grand commandeur de l'ordre de l'Étoile des Indes. Cet ordre a trois grades : Knight Grand Commander, Knight Commander, et Companion, c'est-à-dire chevalier grand commandeur, chevalier commandeur et compagnon.

Le comte Ferdinand de Lesseps eut, comme le prince A. d'Arenberg, le grade supérieur de cet ordre.

Les insignes sont les plus beaux de tous les ordres du Royaume-Uni. Le ruban est bleu clair avec rayures blanches aux extrémités.

La devise est : *Heaven's light our guide.* (La lumière du ciel notre guide.)

Il a été décidé que les listes de décorations du 1<sup>er</sup> janvier ne seraient publiées qu'après les élections sénatoriales. Ce merveilleux secret importe surtout pour les ministères de l'Intérieur, de l'Instruction publique, etc., qui décernent des « croix politiques ». Pour les autres ministères, l'attente n'a pas de raison d'être. C'est ainsi que la guerre et la marine ont déjà publié leurs listes. De même, il n'y a pas d'inconvénient... électoral à faire connaître, dès à présent, les distinctions accordées par le ministère des affaires étrangères.

Voici d'ailleurs quelques noms. Parmi les « Français résidant à l'étranger » dont il sera question au *Journal officiel*, on remarquera M. Granet, ancien député des Bouches-du-Rhône, ancien ministre des postes et télégraphes.

Après une carrière parlementaire rapide et brillante, M. Granet avait quitté la politique. Il partit pour Constantinople où il se consacra tout entier à l'œuvre des quai, dont le Sultan avait accordé la concession à une société française.

M. Granet est nommé officier de la Légion d'honneur. Reçoivent également la rosette : M. Brice, ministre plénipotentiaire à Addis-Ababa ; M. Jules Levaivre, consul général de France à Hambourg, etc.

Parmi les nouveaux chevaliers de la Légion d'honneur, citons : M. Chouillon, président de la Chambre de commerce française de Montréal ; notre distingué confrère, M. Maurice Gandolphe ; M. Georges Clinchant, secrétaire d'ambassade, etc.

A tous, nos félicitations. La presse doit une mention particulière à M. Clinchant, qui assiste avec tant de zèle son chef, M. Maurice Horbette, au bureau des communications du ministère des affaires étrangères. Les journalistes de toute opinion et de toute nationalité qui sont en contact quotidien avec ces deux parfaits diplomates peuvent rendre témoignage de tout ce que leur service exige de labeur, de dévouement et de tact. M. Georges Clinchant est le fils du général Clinchant, qui fut gouverneur de Paris.

Il est M. Paul Hervieu qui présidera, le 18 mars, à la double élection des successeurs de MM. Gebhart et Ludovic Halévy à l'Académie française.

La compagnie, en l'élevant comme directeur pour le premier trimestre de 1909, lui a adjoint comme chancelier M. Emile Pagnet. Et c'est à dessein qu'elle a choisi ainsi un auteur dramatique et un professeur, alors qu'elle aura à remplacer pendant ce trimestre un professeur et un dramaturge.

M. Thureau-Dangin, secrétaire perpétuel, complètera le nouveau bureau de l'Académie.

Les chasseurs parisiens auront encore un mois, comme nous l'avions fait prévoir, pour tirer le faisan.

La clôture annoncée pour dimanche ne vise, en effet, que le perdreau, le lièvre et le chevreuil, et ne s'étend au faisan que dans les départements de l'Ain, des Hautes-Alpes, du Jura, de la Haute-Saône et de la Savoie.

C'est seulement le dimanche 31 janvier qu'aura lieu la clôture générale de la chasse à tir dans les départements les plus voisins de Paris.

Le Président de la République donnera d'ailleurs encore quatre ou cinq grandes chasses officielles à Rambouillet et à Marly pendant le mois de janvier.

## BILLET

à quelqu'un qui attend...

Ce 1<sup>er</sup> janvier, monsieur, a été pour vous une journée d'angoisse ; d'angoisse discrète et inavouée. Vous avez serré avec distraction les mains qui vous étaient tendues ; vous avez baissé sans plaisir diverses joues, car vous pensiez : — vous, pensiez uniquement ? Vais-je l'être ? ou ne le serai-je pas ?

Voilà la question, en effet, et la seule. Le ministre, hélas ! demeure insensible ; aux amis qui l'interrogent il ne répond ni oui ni non. Peut-être cela l'amuse-t-il de vous donner la croix, à l'improviste ? A moins qu'il ne se réjouisse de vous la refuser, d'une façon inattendue ? On ne sait pas.

Et les minutes vous semblent si longues, si longues que vous faites pitié. Un peu de courage encore, dîtes ? Dans trois jours, ou dans cinq, ou dans dix, vous saurez... Et voici ce qui se passera : décoré, vous aurez l'air ingénu et surpris de quelqu'un « qui n'y pensait pas » le moins du monde ; blackboulé, vous opposerez à nos condoléances une figure désolée ou narquoise, — la figure de celui qui s'en fiche et n'attache pas à ces choses « plus d'importance qu'elles n'en ont ».

Dans les deux cas vous manquerez tout à fait de sincérité ; mais vous avez passé de si vilains moments depuis quinze jours qu'un peu d'indulgence vous est due... — S.

Les électeurs sénatoriaux de la Seine ont reçu une petite plaquette assez gentille et dont voici, ne disons pas l'analyse, mais la description.

La couverture est disposée comme suit :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

## SÉNAT

Législature 1900-1909

RECUEIL COMPLET

DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

DE

M. MASCAURAUD

Sénateur de la Seine

On ouvre cette petite brochure, dont le titre est si alléchant. Pour peu qu'on ait du sérieux dans l'esprit, on souhaite de connaître en détail les occupations politiques d'un homme aussi notoire que M. Mascaraud... On ouvre donc cette petite brochure, qui n'est pas bien épaisse ; mais un résumé bien fait vaut justement par sa concision. Et l'on s'étonne bientôt de ne trouver, sur chacune des huit pages qui la composent, que ce seul mot : NÉANT.

Cette plaisanterie amusera, sans doute, tout le monde, — excepté, peut-être, M. Mascaraud. Mais il est si difficile d'amuser absolument tout le monde, sans nulle exception !...

On prépare au pavillon de Marsan une exposition particulièrement intéressante, qui plaira d'autant plus que, depuis quelques années, le Japon est tout à fait à la mode.

Nous croyons connaître l'art nippon, et pourtant que de révélations il nous réserve encore ! L'empressement du public à visiter le nouveau musée d'Ennery a inspiré à quelques amis de l'Union

centrale des arts décoratifs l'idée d'organiser un Salon très complet de l'estampe japonaise, et c'est ce Salon que l'on prépare, pour la mi-janvier, au pavillon de Marsan.

On y verra les chefs-d'œuvre les plus remarquables des Masanobu, des Kiyonobu, des Kiyomastu et des autres grands maîtres japonais. Cette exposition aura d'ailleurs une importance considérable, même en dehors de la valeur des œuvres présentées, car on compte sur près de trois cents estampes des dix-septième et dix-huitième siècles, prêtées par les propriétaires des collections japonaises les plus célèbres.

## PARIS-CLOAQUE

Un Esquimaux, refroidi  
Par son Océan arctique,  
Partit pour Paris jeudi ;  
En somme, c'était pratique :  
Il allait dans le Midi !

Sitôt sorti de la gare,  
— Celle du Nord, soyons francs ! —  
Il chut dans une bagarre  
Dickebergs que des torrents  
Charriaient sans crier gare.

Un autobus peu menu,  
Avec son pneu de derrière,  
L'aspergea du contenu  
De toute une fondrière  
Qu'il cotoyait, ingénu.

Sous l'auvent d'une marquise,  
Fangeux, il s'était enfié ;  
Mais cet abri sans franchise  
Creva, déversant sur lui  
La fonte d'une banquise.

Glacé, grelottant, raidi,  
À la fin de la semaine  
Notre Esquimaux, samedi,  
N'avait plus figure humaine.  
Lors, dans sa langue, il me dit :

« Ici, parce que l'on sale  
La neige, on se croit savant !  
Quelle blague colossale !  
Chez nous, il neige souvent  
Et ça n'est jamais si sale ! »

Louis MARSOLLEAU.

La maison des Jardies, qui va, comme tous les ans à pareille époque, recevoir, aux premiers jours de janvier, la visite des amis de Gambetta, s'est enrichie de quelques souvenirs du célèbre tribun.

Certains acquéreurs de la vente Ranc se proposent d'offrir à ce musée Gambetta quelques-uns des objets qu'ils ont recueillis.

D'autre part, l'ancien président Chamberlain, de la Cour de cassation, a légué à la maison des Jardies la serviette d'avocat et une série d'autographes de Gambetta.

On sait combien est grand le succès de l'élegant théâtre Michel, et que c'est chaque soir devant sa porte un extraordinaire stationnement d'autos et de voitures de maître ; de la chaque fois un véritable encombrement, malgré les dégagements des rues Greffulhe et de Castellane. A cela viennent s'ajouter les fiacres qui stationnent aux abords, retardant les nombreux spectateurs pressés de regagner leurs voitures. Pour obvier désormais à cet inconvénient, la direction, d'accord avec l'aimable commissaire de police M. Daltroff, a organisé un service d'ordre spécial qui permettra aux seules voitures de maître le stationnement direct devant le théâtre Michel et fera ranger les fiacres rues Greffulhe, de Castellane et de l'Arcade.

## Hors Paris

De Monte-Carlo :  
« Avec les fêtes de fin d'année, la grande saison s'ouvre sur le Littoral et particulièrement à Monte-Carlo où c'est le moment des belles manifestations artistiques qui font la juste renommée de ce théâtre unique où tous les genres sont représentés tour à tour avec le plus incomparable éclat.

« Les trois premières semaines de janvier seront consacrées à des comédies dont le choix et l'interprétation seront d'une exceptionnelle beauté.  
« Du 1<sup>er</sup> au 10, MM. Silvain, Albert Lambert fils, Raphaël Duflos, Jacques Fenoux, Henry Mayer, Mmes Louise Silvain, Roch, Maille, Provost, Kolb, de la Comédie-Française, joueront *La Tour de Nesle*, *Hernani* et *Ruy Blas*.  
« Puis ce sera Mme Réjane et sa troupe, dans *Israël* et *Qui perd gagne*.  
« Enfin, *Un Divorce*, avec Mlle Marthe Brandès et M. Gautier.

« Un tel programme se passe de commentaire. »

## Nouvelles à la Main

— Curieux cet attentat contre les fenêtres de M. Clemenceau !  
— Tout naturel ! Au moment du jour de l'an, c'est le coup de feu partout.

— Le Conseil municipal de Paris est bien en majorité radical ?  
— Certes. Pourquoi ?  
— Parce qu'en ce qui concerne la neige et la boue, il se montre tellement conservateur...

— Jamais Paris n'a été aussi mal tenu, aussi sale qu'aujourd'hui. Ah ! l'année commence mal !  
— Pourvu soupirer. Calino, qu'elle ne dure pas trop longtemps !

— M. de Pontich, grand maître de la voirie, déclare que tout le mal est causé par ce fait que la neige venait de l'Est !  
— D'où l'attendait-il donc ?  
— Peut-être du Midi !

Le Masque de Fer.

## TREMblement de TERRE

## L'Etendue du désastre

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Rome, 1<sup>er</sup> janvier.

Plus on va, plus le désastre apparaît horrible, terrifiant, immense, sans précédents. Dans une de mes premières dépêches je vous parlais de cent à cent cinquante mille morts. Ce chiffre paraissait exagéré. Il est dépassé aujourd'hui, et l'on n'est pas loin d'évaluer à deux cent mille le nombre des malheureux qui ont perdu la vie dans cette épouvantable catastrophe.

Et ce n'est peut-être pas fini. Le fléau n'a pas dit son dernier mot. Les secousses continuent avec des sinistres grondements, et, par moments, des crevasses surgissent des jets d'eau bouillante, alors que toutes les sources et les fontaines du pays sont taries. Et, malgré toute l'activité déployée, malgré tous les efforts, les secours sont insuffisants. On a pu encore se rendre maître des incendies qui dévorent les deux principales villes.

En beaucoup de pays éloignés du centre, les malheureux blessés succombent faute de soins. Les chiens et les porcs affamés se jettent sur eux et les dévorent tout vivants. Le feu et la faim font le reste.

Je vais, comme d'habitude, vous résumer les renseignements qui me parviennent. Ils ne sont, hélas ! que la continuation des sinistres tableaux qui défilent devant nos yeux depuis cinq jours.

## A Messine

Messine brûle toujours. Les navires qui approchent de la malheureuse ville aperçoivent une colonne de fumée qui s'élève au-dessus de l'amas de ruines. Des barges chargées d'individus demeurés entourent les vapeurs ; ces malheureux réclament impérieusement du pain et des vêtements. « Nous avons faim et froid ! » crient-ils.

La difficulté de pénétrer dans le dédale des rues encombrées de débris retarde les opérations de sauvetage. On a débarqué des civières, des couvertures, des vivres et des médicaments mouillés par les pluies persistantes, mais les distributions sont lentes et insuffisantes, vu le nombre des gens qui ont besoin.

Il ne faut pas songer encore à atteindre les quartiers élevés, il faudra se frayer un passage à travers les ruines accumulées. Là-haut, sous des casernes, où plus de deux mille braves soldats ont



tées dans un local suspendu dans le vide jusqu'à ce que les soldats viennent les délivrer.

M. Demitrius Tripepi, député, a soutenu le martyre sous les décombres. Ses enfants l'encourageaient. Des soldats le sortaient de sa couverture et les jambes brisées. Il criait : « Tuez-moi ! » Il a rendu le dernier soupir devant ses enfants qui assistaient ensuite, terrifiés d'horreur à l'extraction du cadavre de leur mère.

Le syndicat du séminaire, M. Fernand Larage, était à Reggio à l'hôtel Central. Il a pu descendre au moyen d'une corde quelques secondes avant l'écroulement de l'immeuble et sortir de la ville. Les clubs automobiles mirent à la disposition des autorités toutes les voitures dont ils disposaient.

On travaillait fébrilement, les soldats et les fonctionnaires sont pleins d'abnégation ; mais on manque de tout en présence de l'immensité du désastre. A l'heure actuelle, on n'a encore retiré que deux mille cadavres, et il en reste vingt mille sous les décombres !

Le commandant Gagni, du *Napoli*, a fait preuve d'un courage extraordinaire ; avec quelques matelots il a tenu tête aux pillards et les a arrêtés. Il a dû en faire fusiller plusieurs comme exemple.

Bien qu'une quarantaine de navires soient arrivés à Reggio et à Messine, on manque de vivres, de pain et de tentes. On en a réclamé par télégraphe. Les personnes sauvées meurent de faim et de froid. Elles refusent l'argent qu'on leur offre, disant qu'elles n'en peuvent rien faire, et que ce qu'il leur faut, c'est du pain.

Les wagons de chemin de fer sont pris d'assaut comme abri. Il faut hâter également la sépulture de milliers de cadavres, pour prévenir les épidémies.

## A Palmi

L'évêque Milet a envoyé un rapport au cardinal Merry del Val ; il confirme la destruction de Palmi.

Le duc d'Aoste a visité la ville et a organisé des secours.

Il a également visité Pizzo, où les habitants l'ont remercié avec émotion.

Les dernières nouvelles annoncent que Castoreale, riant pays situé près de Messine, a été presque détruit. Les murailles s'effondrèrent, tout n'est que débris. On entend partout des pleurs et des cris de désespoir.

Aucune maison n'est habitable. La localité de Sant'Eufemia est sans secours. Les cadavres sont dévorés par des chiens et des oiseaux de proie.

## A Naples

Une foule énorme et attristée attend à Naples l'arrivée des navires qui ramèneront des survivants du désastre. A chaque débarquement éclatent des scènes navrantes. On voit les gens qui attendent des parents éplorés en sanglots lorsqu'ils constatent qu'ils ne sont pas sur les navires. Un groupe de Siciliens se lamentent et s'écrient : « Notre Messine est perdue ! »

Le public apporte des habits, des chapeaux, des couvertures et offre le bras aux malheureux affaiblis.

Et dans quel état arrivent-ils ! Sur le *Slava* qui amenait cinq cent cinquante échappés, il y a eu sept morts pendant la traversée, et sur ceux qu'on a débarqués, cent cinquante seulement pouvaient marcher. Il a fallu porter les autres sur des civières.

Is sont tous presque nus. Le professeur Ginocheti est arrivé vêtu seulement d'un tricot de laine et d'une couverture grise. Un jeune homme, le visage affreusement tuméfié, avait un chapeau de paille et une redingote, pas de pantalon, une botte noire et une jaune. Une jeune fille, qui doit aller à Turin retrouver sa famille, était enveloppée dans un pardessus d'homme. On lui a fourni des vêtements pour continuer son voyage.

Tout le monde s'empresse autour des malheureux. On a vu un monsieur des plus élégants porter un blessé sur son dos. D'autres offrent leurs automobiles ; la duchesse d'Aoste se rend sur les navires et a de douces paroles de consolation pour tous ; elle a fait transporter plusieurs orphelins dans son palais.

## Les secours

La charité publique s'est manifestée sous des formes touchantes dans les quartiers populaires de Rome. Les ouvriers ont donné des vêtements, de la literie, des bœufs, des cochons, dont les fructueuses queues contiennent dans les lieux publics.

Tous les locaux disponibles reçoivent les blessés et les survivants de Messine et de Reggio. Le Roi a mis à la disposition des fugitifs et des blessés les palais royaux de Naples et de Caserte. La municipalité de Naples a offert pour les blessés le nouvel asile d'aliénés qui n'est pas encore utilisé.

S'il en est besoin, on disposera également du palais royal, selon le désir exprimé par les souverains.

Dans sa visite aux ruines de Reggio, le Roi a dit aux photographes qui prenaient des clichés :

« Tournez plutôt votre objectif vers ces scènes d'horreur et de misère ! »

A Reggio, le Roi a parlé à un homme enterré jusqu'à la ceinture et lui prodigua des paroles d'encouragement.

L'homme répondit :

« Pourquoi qu'on me donne à manger, je puis encore attendre. »

Le sauvetage de ce malheureux est difficile, car il est entouré de murs branlants dont la chute l'assommerait.

Trois femmes sauvées par un navire russe ont accouché pendant le voyage.

Le gouvernement italien et la nation sont émus du concours illimité de tous les pays du monde, ce qui est une affirmation de la solidarité humaine devant cet immense désastre et devant les immenses besoins qui en sont la conséquence.

La presse, interprétant la pensée de la nation, exprime ses sentiments de profonde gratitude pour le concours que les nations amies apportent à l'allégement des souffrances, et devant les preuves d'amitié inoubliable données par ces nations à l'Italie.

Rome, 1<sup>er</sup> janvier, 10 heures soir.

Les journaux sont remplis de récits vifs de la catastrophe. Tous réclament de nombreuses personnes vivantes.

Respondant dit que Messine a été ravagée en un vaste cimetière.

La tréfaction des cadavres s'odeur pestiférielle. Aussi

bien à Messine qu'à Reggio, on réclame des désinfectants. Le Roi a télégraphié d'envoyer de la chaux.

Afin d'assurer l'œuvre de sauvetage à Messine, la ville a été divisée en zones ; chacune de ces zones a été assignée à un contingent de troupes.

Les soldats travaillent à dégager les blessés des décombres. Les cadavres qui sont retirés sont aussitôt ensevelis de nouveau. Les blessés sont transportés sur les navires, qui partent dès qu'ils sont complets.

La Croix-Rouge a installé à Messine de nombreux baraques sur la place San Martino, où le désastre apparaît dans toute son effrayante grandeur.

Le nombre des baraques ne suffisant pas, les médecins pansent les blessés à la belle étoile, sous la pluie.

Dans la seule journée d'hier, huit cents blessés qui étaient dans un état grave ont été pansés.

Des scènes émouvantes se produisent à la douane où on distribue du pain et des pâtes. La foule affamée, sympathique, crie, jure.

Par mesure de précaution on tue les chiens et les chats qui pourraient devenir enragés.

L'autorité militaire a assumé le commandement suprême sous la direction du général Mazza, tant pour Messine que pour Reggio et les pays environnants.

Le général Mazza est accompagné de quatre généraux d'état-major.

Les secours continuent. Il y en a eu une la nuit dernière à 10 h. 45, une autre à 11 h. 35 et une troisième hier matin à 8 h. 30.

Les troupes débarquent continuellement partout où il y a besoin de secours.

Rome, 1<sup>er</sup> janvier, minuit.

Le sauvetage des victimes restées sous les décombres continue avec un ardeur admirable, mais non sans danger. C'est ainsi que deux marins russes sont morts victimes de leur courage et de leur dévouement. Ce sont surtout des enfants qu'on a pu retirer ce matin des débris.

Le détroit de Messine avec ses nombreux bâtiments de secours est devenu un immense hôpital flottant.

Les marins russes ont fait et font, en effet, tout ce qui est humainement possible. Ils ont donné tout ce qu'ils pouvaient, quelques-uns même leurs vêtements.

La reine Marguerite a offert, pour transporter des blessés, toutes ses automobiles, ses voitures et ses chevaux.

La duchesse d'Aoste a transformé le palais royal de Naples en hôpital, et c'est elle-même qui soigne les blessés. Ces blessés et les survivants qui sont arrivés ce matin à Rome racontent des épisodes terribles et émouvants. A Messine, deux enfants sont restés bloqués pendant plusieurs heures sous les décombres. L'aîné, âgé de huit ans à peine, a eu la force de se sauver, lui et son frère, et de retirer même quelques valeurs appartenant à sa famille.

A Reggio les survivants se disputent les rations de vivres avec une fureur sauvage. La faim égalise les conditions sociales. Il n'y a plus de riches ni de pauvres, tous souffrent de la faim et réclament du pain.

## Félix.

## L'opinion des savants

Le P. Alfani, de l'observatoire de Florence, déclare qu'il est probable que l'activité sismique continuera pendant au moins deux ou trois ans, ensuite les tremblements de terre diminueront de fréquence et d'intensité.

Le P. Alfani réclame une loi importante dans les lieux dévastés par les tremblements de terre une construction conforme aux données scientifiques, autrement Messine déjà trois fois détruite par des tremblements de terre dans une période de deux ou trois siècles sera de nouveau détruite.

Le professeur Palazzo, directeur de l'Institut géo-dynamique de Rome, dans une interview au sujet des secousses qui agitent périodiquement la Calabre, disait que ces secousses sont localisées dans cette région, la Calabre étant, sismiquement parlant, une terre « jeune », et par suite encore sujette à des tassements.

Il a été possible d'établir que cette ligne de fracture périphérique, en forme d'arc de cercle, passe le long de la côte de Calabre, s'étend dans la province de Messine et a son centre sur les îles Lipari. Outre cette fracture périphérique, d'autres fractures partent du centre et traversent en biais la Calabre, du versant tyrrhénien au versant ionien, — les unes et les autres, par conséquent, n'intéressant que la côte orientale de la Sicile.

Les pronostics du professeur Palazzo se sont donc vérifiés hier avec la plus terrifiante précision. Palerme n'a éprouvé qu'une secousse insignifiante, comme il arrive toujours en pareil cas, et est restée complètement indemne, ainsi que tout l'ouest de l'île.

## Autres récits

Reggio, 1<sup>er</sup> janvier.

Le correspondant du *New York Herald* a visité les pays sinistrés. Voici le récit qu'il envoie :

Je viens de parcourir à pied la ligne de chemin de fer de Suzzara à Reggio. La campagne est envahie par la mer qui a déraciné et transporté des arbres sur la voie ferrée.

Rentré à Reggio, je me suis abrité dans le bureau télégraphique. A minuit environ, une terrible secousse nous met tout en fuite et nous frappe d'épouvante. Les cris de terreur s'élèvent de tous côtés. Les femmes prient et chantent des hymnes religieux. Les secousses continuent, lentes mais incessantes. Le sol tremble sous nos pieds. Nous attendons avec angoisse la fin de cette inoubliable nuit d'horreur.

Palmi, 1<sup>er</sup> janvier 1909.

Nous, moitié de la population a succombé. On réclame d'urgence des réflecteurs permettant de continuer les travaux pendant la nuit et de défendre la ville contre les pillards. On manque d'eau, de tentes, de vivres, d'outils.

Le duc d'Aoste a visité les ruines, accompagné par l'évêque Morabito, qui lui a montré parmi les débris de la cathédrale l'autel intact. Le duc, dans la rue del Carmine, s'est penché vers un blessé qui se tordait dans des souffrances atroces et lui a adressé des paroles de réconfort. Le malheureux expira dans les bras du duc, qui couvrit de son manteau le visage de cette nouvelle victime.

## Secours sismiques à Alger

On télégraphie d'Alger qu'hier soir, vendredi, à six heures trente, des secousses sismiques ont été ressenties

dans différents quartiers de la ville pendant un espace de temps de trois minutes ; elles ont troublé certaines lignes téléphoniques.

## Les secours

Nous publions lundi la première liste des envois reçus au *Figaro* pour la souscription nationale ouverte au profit des victimes.

## Souscription nationale

Voici la première liste de cette souscription nationale :

|  |            |
|--|------------|
| M. Fallières,.....                                     | Fr. 25.000 |
| Le Conseil des ministres.....                          | 12.500     |
| La Banque de France.....                               | 100.000    |
| Le Syndicat de la Presse (versé à la Croix-Rouge)..... | 10.000     |
| Mme Louis Stern (versé à la Croix-Rouge).....          | 4.000      |
| Le Conseil municipal de Paris.....                     | 30.000     |
| Canal de Suez.....                                     | 25.000     |

Souscriptions françaises versées déjà à l'ambassade d'Italie :

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| MM. de Rothschild frères.....        | Fr. 100.000 |
| Crédit lyonnais.....                 | 25.000      |
| Société générale.....                | 25.000      |
| Banque de Paris et des Pays-Bas..... | 25.000      |
| Les Assurances Générales.....        | 5.000       |
| Heine et Cie.....                    | 3.000       |
| Mirabaud et Cie.....                 | 3.000       |
| Vernes et Cie.....                   | 3.000       |
| Mallet frères et Cie.....            | 3.000       |
| Hottinguer et Cie.....               | 3.000       |
| Maggi.....                           | 1.000       |
| L'Agence Fournier.....               | 500         |
| Maurice Soupeaux.....                | 50          |
| Ottoz.....                           | 50          |
| Anonyme.....                         | 50          |
| Mme Louis Stern.....                 | 1.000       |

Total de la 1<sup>re</sup> liste..... 409.320

Dès aujourd'hui (la Banque de France et tous les établissements de crédit étant fermés), on pourra souscrire dans tous les bureaux de journaux et au syndicat de la Presse, 37, rue de Châteaudun.

## A l'ambassade d'Italie

L'ambassade a été remise hier les souscriptions suivantes :

|  |           |
|--|-----------|
| La Nationale, Compagnie d'assurance..... | Fr. 5.000 |
| Mme Gustave J. Wetzel.....               | 4.000     |
| Comte Pilet-Will.....                    | 3.000     |
| Société Financière d'Orient.....         | 3.000     |
| M. Calan d'Anvers.....                   | 3.000     |
| L. Delmas, Compagnie la Prévoyance.....  | 4.000     |
| Mme Louis Stern.....                     | 4.000     |
| Mme Ph. Hottinguer.....                  | 4.000     |
| Worms et Cie.....                        | 4.000     |
| Ettore Parboni.....                      | 500       |
| M. Aubouyeau.....                        | 500       |
| M. le général Mansilla.....              | 500       |
| Union Valois.....                        | 500       |
| M. Louis Ganderax.....                   | 400       |
| Levi Arturo.....                         | 50        |
| M. Zolesi.....                           | 25        |
| Co. Barbiroli.....                       | 10        |
| Jav. Arturo.....                         | 10        |
| Brunetta Alessandro.....                 | 10        |
| Comtesse Nemes-Spalletti.....            | 1.000     |

Total..... Fr. 24.205

## \*\*

L'étendue du désastre dépassant les premières appréciations, et les autorités italiennes insistant sur la nécessité d'envoyer de nouveaux secours en Calabre et en Sicile, le ministre de la marine a décidé que la quatrième division de l'escadre de la Méditerranée, commandée par le contre-amiral Chochelet, se tiendrait prête à appareiller, au premier signal, pour se rendre à Messine.

Cette division se compose des cuirassés *Charlemagne*, *Saint-Louis* et *Gaulois* qui se tiennent sous les feux.

On mande de Toulon que le contre-torpilleur *Cognée*, de la division de l'Amiral Le Port, qui doit relâcher à Ajaccio, a pu prendre le large, son avarie de machine étant réparée.

## \*\*

Les pourparlers entre MM. Messager et Broussan et la direction du théâtre de la Scala sont sur le point d'aboutir pour l'organisation de la représentation de gala au profit des victimes.

Cette représentation aurait lieu à Paris dans la deuxième quinzaine de janvier. Le spectacle se composerait de la *Vestale*, de Spontini, qui serait représentée par la troupe qui joue la pièce en ce moment à Milan.

Les directeurs de l'Opéra ont décidé de donner, en dehors de ce gala franco-italien, la répétition générale de *Monna Vanna* au bénéfice des sinistrés.

Pour cette soirée, toutes les places, sauf celles réservées aux critiques, seront mises à la disposition du public à un tarif qui sera annoncé ultérieurement.

## A L'ETRANGER

A Londres :

Le fonds de secours pour la Sicile s'élève ce soir à 500.000 francs. Le lord-maire a remis cet après-midi, à l'ambassadeur d'Italie, un premier chèque de 250.000 francs.

Le président Roosevelt a souscrit 500 dollars.

A Bruxelles, un comité s'est formé sous la présidence de M. Bernaert, pour l'organisation d'une souscription nationale et de grandes fêtes au profit des victimes.

M. Charles Rolland, président de la Chambre de commerce française de Bruxelles, a annoncé l'organisation d'une grande fête de charité au bénéfice des victimes de la terrible catastrophe du tremblement de terre de la Calabre et de la Sicile.

Cette fête aura lieu dans la grande salle de l'école française de Bruxelles.

Le corps diplomatique a été reçu hier par le président de la République à l'Élysée.

de Mlle Falourd, Gueydan, Haffner et Schloising.

M. le docteur Bouloumié, secrétaire général de l'Union des Femmes de France, est parti avec elle et l'accompagnera dans sa mission.

Mlle Jane Lefèvre sera spécialement chargée des soins à donner aux blessés pendant leur transport de Messine à Naples, sur le *Forbin*.

Cette équipe emporte avec elle trois mille kilos de matériel de secours : linge et divers objets de pansement, appareils à fractures, médicaments, alèzes, toiles à paillasse, couvertures et vêtements de laine, etc., etc.

Mme Pérouse, présidente de l'Union des Femmes de France, a tenu à saluer au départ les vaillantes dames-infirmières, ses collaboratrices, qui, à peine terminée leur héroïque campagne en Afrique, se hâtent, avec un infatigable dévouement, au secours des sinistrés italiens, et elle est allée, avec Mme Barbier-Hugo, vice-présidente, et Mlle Vignaud, secrétaire de la Société, les mettre en route à la gare de Lyon.

L'ambassadeur d'Italie, comte Gallina, accompagné du prince Poggio-Suasa, conseiller de l'ambassade, a fait aux dames de la Croix-Rouge l'honneur de venir les saluer à leur départ et les a chaleureusement remerciées du haut témoignage de vaillance et de dévouement qu'il leur a vu donner en cette circonstance à l'Italie leur charité active.

Ce soir partira à son tour la troisième équipe des dames-infirmières de la Croix-Rouge, mobilisée, celle-ci, par l'Association des Dames françaises.

## A. N.

Le Président de la République a répondu en ces termes :

Monsieur l'ambassadeur, l'épouvantable catastrophe, qui vient de plonger une grande nation dans un deuil si douloureux, et qui nous prive, à notre profond regret, de la présence ici de son ambassadeur, a fait naître sur tous les points du monde civilisé, dans un généreux élan de solidarité, des sentiments de profonde pitié et de vive sympathie.

Vous me pardonnerez, monsieur l'ambassadeur, d'en offrir une fois encore notre part à l'Italie tout entière avant de vous remercier de vos éloquentes paroles.

Nul n'avait plus d'autorité que vous pour parler de l'œuvre accomplie dans la politique internationale pendant l'année qui vient de se terminer. Vous êtes des plus anciens ambassadeurs accrédités auprès du gouvernement de la République et vous avez pu juger chaque jour, avec l'expérience que vous tenez de la longue pratique de vos fonctions, les faits sur lesquels vous avez exprimé votre sentiment, d'accord avec vos éminents collègues.

La France sera reconnaissante à l'hommage que vous avez rendu dans des termes particulièrement flatteurs pour elle aux efforts modérateurs de sa diplomatie et à l'esprit de conciliation dans lequel elle est toujours intervenue pour conjurer les éventualités dangereuses ou régler les différends qui n'avaient pu être évités.

C'est, à notre époque surtout, le devoir de tous les gouvernements de répondre à la pensée des peuples et aux aspirations de l'opinion publique universelle en écartant, par des ententes qui ne contiennent rien à la dignité de personne, les désaccords qui menaceraient de troubler la paix du monde. Et c'est plus spécialement le rôle des diplomates de contribuer au succès de cette tâche et d'en atténuer les difficultés.

Permettez-moi donc, monsieur l'ambassadeur, de dire, à mon tour, combien le gouvernement de la République apprécie le concours que vous apportez, vos collègues et vous, à l'œuvre d'apaisement et de concorde que l'humanité tout entière et qui fait honneur à ceux qui savent y consacrer leur intelligence, leur travail et leur dévouement.

Je souhaite que l'année qui commence soit à cet égard aussi heureuse que celle où vous avez trouvé, dans votre noble langage, de si légitimes sujets de satisfaction.

Après ce discours, le Président de la République a fait le tour du cercle diplomatique, s'entretenant quelques instants avec chacun des chefs de mission. La cérémonie a pris fin vers deux heures et demie.

Le Président de la République a reçu les députations des corps de l'Etat et des administrations publiques, après le départ des membres du corps diplomatique.

sur de grands auxiliaires : la crainte des responsabilités devant l'histoire de la part de ceux qui ont en leurs mains la destinée des Etats et, surtout, la conscience universelle.

« Je suis extrêmement heureux de vous voir tous ici. Je compte que vous accomplirez votre devoir pour le bien du pays ; celui qui attaquait la Constitution n'aurait pas de plus grand ennemi que moi, Sultan et Khalife. »

Les députés ont acclamé le Sultan, qui pleurait ; celui-ci a répondu : « Il m'est impossible d'exprimer combien je suis heureux de vous voir. »

Ahmed-Riza a remercié en affirmant que la Chambre travaillera à la prospérité et à la grandeur de l'Empire.

Le Sultan n'a rien négligé pour séduire et conquérir les députés. Trois députés arméniens seulement n'assistaient pas au banquet.

## Le nouvel an à Berlin

Berlin, 1<sup>er</sup> janvier.

La fête du nouvel an a eu lieu à la Cour avant le cérémoniel habituel. Après le dîner de la Cour dans la salle Blanche du château, l'Empereur a reçu les ambassadeurs. Le chancelier de l'Empire s'est rendu dans le courant de l'après-midi chez les ambassadeurs.

## Au Maroc

Fez, 24 décembre.

Mohamed-Abd-el-Aouï, qui avait été mis en prison à la suite de l'équipée de Moulay-Mohamed, a été remis en liberté.

On croit que, grâce aux démarches du consul de France, il sera soigné par un docteur français pour le supplice du sel qui lui a été infligé.

Une partie du harem a quitté Fez pour aller à Rabat.

## Désordres agraires en Russie

Saint-Petersbourg, 1<sup>er</sup> janvier.

De graves désordres agraires se sont produits dans la province de Kief. Les paysans de plusieurs villages ont abattu les arbres de magnifiques forêts appartenant à la comtesse Brancicka, et ont accueilli la police par une vive fusillade.

Les autorités ont réclaté des troupes.

## COURTES DÉPÊCHES

— Tous les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires et consuls de France ont reçu hier leurs nationaux, comme d'habitude, à l'occasion du nouvel an.

— Le général de division Trepoff, membre du Conseil de l'Empire russe, est nommé gouverneur général des gouvernements de Kief, de Podolie et de Volhynie.

## Figaro à Londres

EDOUARD VII ET GUILLAUME II

Londres, 1<sup>er</sup> janvier.

Le *Daily Mail* publie l'information suivante :

« Nous sommes autorisés à déclarer que le Roi et la Reine n'iront pas à Berlin l'été prochain. Ce projet de visite a été complètement abandonné. »

« Au ministère allemand des affaires étrangères, on déclare qu'il n'y a rien de vrai dans le bruit, qui a couru à Bournemouth, d'un séjour prolongé de l'Empereur allemand dans cette ville, ce mois-ci. »

« Nous apprenons, d'autre part, que Guillaume II viendra en Angleterre au plus tôt à la fin de l'année, et il se peut même que ce projet soit modifié. »

Londres, 1<sup>er</sup> janvier.

L'Agence *Central News* a reçu à ce sujet le message suivant de lord Knollys :

« Sandringham, 1<sup>er</sup> janvier. — La nouvelle est entièrement inexacte. »

## LES RECETTES DU TRÉSOR

Londres, 1<sup>er</sup> janvier.

Les recettes du Trésor pour les neuf premiers mois de l



## PAR FIL SPÉCIAL

Par Albert GUILLAUME



Visites de jour de l'an

— Alors, même en ces jours de fête, vous restez tout seul, comme ça, mon cher maître... et vous ne vous ennuyez pas ?  
— On m'ennuie quelquefois, mais, moi, je ne m'ennuie jamais...



Consultation

— Non, chère madame, ce n'est pas grave... il est seulement un peu débilité...  
— Comme c'est curieux, docteur !... moi qui lui reproche toujours de se faire trop de bile...



Pourparlers

— Notre client vous a envoyé sa carte à la figure, c'est vrai... mais, mon cher monsieur, si c'était parce que, le service des postes étant exceptionnellement chargé ces jours-ci, il ne voyait pas d'autre moyen de vous faire parvenir sûrement ses vœux de bonne année ?...



Lune rousse

— Enfin, ma chérie, il est extrêmement rare que je rentre si tard...  
— Tu me dis ça si souvent...

## LE MONDE RELIGIEUX

UNE

## Lettre pastorale de Mgr Henry

Mgr Henry, l'éminent évêque de Grenoble, vient de publier « Sur le devoir qu'ont les pères de famille de protéger la foi de leurs enfants et de les faire instruire dans la religion », une lettre pastorale qui mériterait d'être lue et méditée non seulement en Dauphiné, mais dans toutes nos vieilles provinces françaises, car elle présente un intérêt véritablement national, en ce sens que si les parents chrétiens voulaient bien s'en inspirer dans l'œuvre d'éducation qui leur incombe par droit de nature, ils opposeraient ainsi la plus puissante des digues au progrès des doctrines antisociales dont nous constatons chaque jour avec plus d'évidence les funestes effets.

L'instruction religieuse a toujours été le fondement indispensable d'une bonne éducation. Mais il est bien vrai que « les catholiques n'ont pas à l'heure actuelle de plus impérieux devoir à remplir que d'y pourvoir », si du moins leur obligation à cet égard se mesure à la grandeur du péril auquel est exposée de nos jours la foi de l'enfant, parmi tant d'influences mauvaises qui s'exercent sur lui dans le but précis de la détruire.

C'est peut-être le jamais plus grand ? Il est certainement en France plus que partout ailleurs, car, « par une singularité bien étrange et dont notre pays n'a guère sujet d'être fier, nous sommes l'unique nation du monde où l'on n'éprouve aucun scrupule à confier l'éducation de la jeunesse à des professeurs d'athéisme ».

Et sans doute ces professeurs d'athéisme ne sont-ils encore qu'une minorité dans le corps enseignant. Mais ce serait trop que leur athéisme même ne suffît pas à les faire juger indignes d'enseigner. Or, bien loin que cet athéisme entrave leur carrière, « on n'a rien négligé pour leur donner la conviction que plus ils font étalage de leur incroyance, plus ils se créent des titres à l'avancement et aux faveurs de l'Etat ».

On comprend que dans de telles conditions ils ne résistent guère à la tentation de faire des prosélytes parmi leurs élèves ». En présence d'un régime d'éducation si déplorable, c'est le droit certain et c'est aussi le devoir des pères de famille chrétiens « d'exercer un contrôle sur l'enseignement donné à l'école ». La Convention elle-même n'a-t-elle pas reconnu la légitimité et l'obligation de ce droit. Donc, conclut l'évêque, « qu'on le veuille ou non et quelques mesures qu'on édicte pour le restreindre, exercez-le ».

Et il précise : « Exercez-le sur les leçons et sur les livres, sur les livres surtout. Il en est, et la liste en est longue, manuels de morale et d'histoire, dont vous ne devez à aucun prix tolérer qu'on impose l'usage à vos enfants ».

Il n'est que pour certain que dans les petits traités de morale mis entre les mains des enfants à l'école primaire, « c'est l'esprit matérialiste et athée qui domine ». L'Evangile et le dogme catholique n'en sont pas seuls exclus, mais encore, indépendamment de toute confession religieuse, les croyances les plus universellement reçues, les sanctions de l'âme, la vie future, les sanctions de la justice éternelle. Ce qui fait en somme le fond de l'enseignement officiel, c'est que la raison « est à elle-même sa propre règle ».

Les manuels d'histoire ne sont guère plus recommandables que les traités de morale. Il faut voir comment l'œuvre sociale si profondément bienfaisante de l'Eglise à travers les siècles y est présentée. « Il faut, et l'on dirait que c'est le mot d'ordre, que rien ne paraisse qui puisse laisser subsister au front de l'Eglise une auréole d'illustration et de gloire humaine et donner à l'enfant quelque fierté de lui appartenir ».

Cela est intolérable, et d'autant plus que les pères de famille chrétiens ont assurément la volonté très nette que les convictions dans lesquelles ils ont élevé leurs enfants soient respectées par l'instituteur à qui l'Etat les a mis dans la nécessité de les confier. « A vous donc (pères de famille chrétiens), de prendre résolument les moyens de vous faire obéir : car les maîtres, les vrais maîtres de vos enfants, c'est vous, et rien, pas même la loi, si plausiblement à l'arbitraire du législateur de vous l'opposer, ne doit prévaloir contre ce titre et les droits sacrés et inviolables qu'il vous confère ».

Or, pour imposer à l'instituteur officiel ce respect de la conscience de l'enfant, il faut de toute nécessité que les pères de

famille se groupent, s'associent. Mgr Henry est peut-être l'évêque qui a le plus fait pour promulguer cette idée d'association, à laquelle s'est d'ailleurs rallié tout l'épiscopat. Il est, en tout cas, celui qui lui a consacré le plus grand nombre de discours ou de lettres, et les plus énergiques ou les plus solidement motivés.

Et toutefois cette défense de la conscience de l'enfant contre les entreprises éventuelles de l'instituteur, ce n'est pas à beaucoup près tout le rôle des pères de famille chrétiens, ce n'est même que la partie en quelque sorte négative : « A la protection que vous devez à vos fils et à vos filles pour que l'école ne leur soit jamais dangereuse, il faut ajouter le souci vigilant de leur progrès dans la connaissance de la religion. En général, vos préoccupations ne tendent point à cela suffisamment et, souffrez que nous vous le disions en toute franchise, c'est une très grande faute ».

Voilà parler d'or, car enfin, « incessamment inquiète dans la possession tranquille de sa croyance par les contradictions que lui oppose, au nom de la science, au nom de la philosophie, au nom de l'histoire, une société incrédule, comment l'âme se défendrait-elle et comment sauvegarderait-elle son précieux trésor », si une solide instruction religieuse ne l'a pas rendue capable de se rendre compte à elle-même de sa foi et de la justifier devant l'ennemi ?

Ce n'est point, je pense, calomnier la masse des catholiques que d'affirmer que l'ignorance des vérités même les plus élémentaires de la religion, et à plus forte raison des motifs que nous avons d'y croire, est chez eux extrêmement répandue. Et je n'en excepte pas ceux dont la culture profane a été le plus soignée. J'ai fait pour ma part l'expérience suivante, dont le résultat confirme trop les doléances de l'évêque de Grenoble : j'ai demandé à un certain nombre de catholiques, appartenant, il est vrai, à des milieux peu pratiqués, mais cultivés, de me dire ce qu'ils entendaient par le dogme de l'immaculée conception. Quatre-vingt-dix-huit pour cent ont répondu, dans leur réponse, ce dogme avec celui de la maternité virginale de Marie.

Or, l'ignorance entraîne forcément l'indifférence, et c'est ce qui explique que les catholiques aient pu laisser depuis vingt ans s'accomplir, sans en être en somme beaucoup troublés, tant d'entreprises contre leur foi. « Comment les attaques dirigées contre des croyances auxquelles ils tenaient si peu auraient-elles pu les émouvoir ? »

Principis obsta. C'est l'ignorance qui l'a fait combattre avant tout, et surtout. Mgr Henry a mis courageusement le doigt sur la plaie.

Julien de Narfon.

Le « Sauvetage de l'enfance ». — L'œuvre du Sauvetage de l'enfance vient d'offrir, en l'asile de Neuilly, une charmante fête à ses pensionnaires et à ses pupilles placés à Paris. Mme Anna Schneider, rédactrice en chef des *Œuvres de l'enfance* et dont on connaît le beau talent de diction, présenta son gracieux concours à cette réunion, pour la plus grande joie des enfants, voire des grandes personnes, et fut vivement félicitée par les dévouées bienfaitrices de l'œuvre : Mmes Charbonnier de la Badollière, vice-présidente, et Elie Weil-Goudchaux ; par les inspectrices : Mmes Fréhel et Compain, enfin par les organisateurs de la fête : Mme Adam, directrice de l'asile, et M. Gayte, directeur de l'œuvre.

Le tirage d'une tombola, un goûter et une joyeuse sauterie complétèrent le programme.

La succession du cardinal Lecot. — On assure que le cardinal Lecot rapportait de Rome la nomination de Mgr Rameau, évêque d'Angers, comme coadjuteur de Bordeaux.

Si en est ainsi, et quoique cette nomination ne fût pas officielle, Mgr Rameau paraît devoir succéder au défunt prince de l'Eglise.

— J. de N.

## NOTRE

## PAGE MUSICALE

C'était à une soirée musicale chez M. Louis Diemer que j'eus, voici quelques années, l'occasion d'apprécier pour la première fois les précieuses qualités musicales de l'auteur de la mélodie que nous publions dans notre supplément de ce jour. M. Alfred Casella était à cette époque un des plus brillants élèves de l'illustre virtuose, et déjà, chez le jeune pianiste, le compositeur s'annonçait par des œuvres d'une rare élégance de facture et d'un charme très pénétrant. Je ne sais si le compositeur depuis lors a fait du tort à l'exécutant, mais j'ai plaisir à constater qu'il n'a point démenti les espérances qu'il nous avait si joliment laissées entrevoir.

M. Casella ne s'est point encore lancé,

il est vrai, dans les compositions symphoniques où s'atteste chez un musicien la mesure de son talent. Il se contente pour l'instant d'écrire des mélodies d'une grâce et d'une élégance très fines et très subtiles. En ramant, que nous reproduisons dans notre Supplément, est, précisément, de celles-là. Ce lied figure dans une nouvelle série de petits poèmes expressifs que Mlle Lapeyrette de l'Opéra doit interpréter au prochain concert Colonne. C'est dire l'intérêt que le monde musical leur reconnaît.

René Lara.

## LE SKI

ET

## SES APPLICATIONS MILITAIRES

Tout le monde sait aujourd'hui ce qu'est le « ski ». Les fêtes données régulièrement depuis plusieurs années par le Club Alpin français ont fait connaître du grand public cette sorte de patin allongé qui nous vient des pays scandinaves et qui permet aux initiés d'accomplir sur la neige de véritables prouesses.

Au point de vue de l'emploi du ski dans l'armée, il s'est passé un phénomène analogue à celui qui a suivi l'apparition de la bicyclette. Deux camps se sont formés : l'un a prétendu que cet appareil ne pouvait avoir aucune application militaire, qu'il pouvait intéresser les sociétés sportives, mais qu'il ne saurait utilement être introduit dans l'armée.

L'autre, prenant le contre-pied du premier, a déclaré nettement que le ski allait révolutionner la guerre de montagne et qu'il fallait s'empresser d'en doter chacun de nos soldats.

Bien entendu, la vérité se trouvait entre ces deux courants extrêmes que l'on peut être sûr de voir se créer à chaque nouvelle invention.

Le ski peut rendre de très grands et très réels services, mais sous certaines conditions, et dans une limite déterminée.

Pour s'en faire une idée exacte, il suffit d'examiner le problème à résoudre.

La marche en montagne devient fort pénible et souvent même dangereuse quand, pendant la mauvaise saison, une épaisse couche de neige recouvre uniformément chemins, ravins et crevasse.

Lorsque cette neige est dure et gelée, on peut encore s'en tirer ; mais si elle se présente à l'état mou et floconneux, il devient presque impossible de progresser.

Les pieds du marcheur pénètrent profondément dans la neige et chaque mouvement de jambes exige un effort et un temps considérables.

Pour tourner la difficulté, les chefs qui ont eu à manœuvrer en montagne pendant l'hiver ont souvent fait précéder leurs colonnes de troupeaux de bœufs qui tassent la neige par leur poids et ouvraient ainsi un véritable chemin aux hommes qui les suivaient.

Mais ce procédé qui présente bien des inconvénients ne saurait être employé par des marcheurs isolés. Pour ces derniers, il n'y a qu'un moyen, c'est de s'adapter aux pieds des appareils qui élargissent la surface d'appui, de manière à éviter l'enfoncement.

Le premier et le plus simple de ces engins est la raquette ; que se trouve citée par certains écrivains de l'antiquité. Elle était alors formée d'une simple planchette recouverte de peau non tannée.

Elle se compose aujourd'hui d'un cadre ovale de 50 centimètres de long sur 30 de large, garni à l'intérieur d'un réseau de ficelle, analogue à celui des raquettes de tennis.

Elle est fixée en son milieu par des courroies au pied de l'homme qui dispose alors d'une base très suffisante.

La raquette présente de très nombreux avantages : elle ne coûte presque rien ; son entretien est insignifiant ; elle n'exige aucun apprentissage préalable, ni de chaussure spéciale ; ses faibles dimensions permettent de l'employer à des hommes en troupe, sans allongement de la colonne. Quelques soldats, porteurs de raquettes et placés en tête, suffisent d'ailleurs pour ouvrir le chemin à tous les autres.

Mais la raquette ne permet que la marche à la vitesse de trois à quatre kilomètres et son emploi est un peu fatigant.

Le ski, de création plus récente, constitue un engin tout différent. Il est formé d'une planchette généralement en bois de frêne, longue de 2 mètres à 2 m. 20,

large de 10 à 12 centimètres et légèrement relevée à l'avant.

Le ski est d'un prix relativement élevé ; il est difficile à réparer et son entretien exige des soins constants ; son emploi demande une instruction spéciale qui ne peut être donnée avec profit qu'à quelques hommes particulièrement agiles. Son attachement au pied est fort délicat. Sa longueur oblige à espacer considérablement les rangs de la colonne ; enfin, il ne laisse sur la neige qu'une trace imperceptible, qu'un piéton ne saurait utiliser.

Par contre, fait pour la glissade, il permet d'obtenir des vitesses qui peuvent atteindre jusqu'à dix kilomètres à l'heure.

De ce qui précède, il est facile de déduire dans quelles conditions la raquette et le ski doivent être employés dans l'armée.

Les raquetteurs seront placés à l'avant-garde ; ils feront le service de sûreté rapprochée et ouvriront la voie au gros de la colonne.

Les skieurs assureront le service de reconnaissance éloignée, notamment sur les flancs, ainsi que la liaison entre les colonnes et la transmission des ordres. Ils feront en un mot l'office de cavaliers et de cyclistes. Leur nombre sera relativement restreint.

L'emploi du ski s'est beaucoup développé, au cours de ces dernières années, dans presque toutes les armées, car partout on a compris quelle pouvait être l'utilité de cet engin, lorsqu'il est sagement employé.

En France, une école normale de ski a été créée à Briançon.

En Suède et en Norvège l'usage du ski est très répandu chez les jeunes gens avant leur incorporation. Leur dressage militaire est donc très facilité. En Russie, le ski est également très en honneur ; dans ces trois pays, on ne forme qu'un petit nombre de skieurs par compagnie ou par escadron.

En Allemagne, le ski est employé dans les dix-huit bataillons de chasseurs et dans quelques régiments d'infanterie stationnés dans les régions montagneuses. Chaque bataillon dispose de douze paires de skis.

En Autriche-Hongrie, la pratique du ski s'est introduite depuis une quinzaine d'années dans les corps de troupe du Tyrol, de la Bohême et de la Transylvanie.

La encore il ne s'agit que d'exercer une cinquantaine d'hommes au plus par division d'infanterie.

En Suisse, les troupes de montagne seraient pourvues de skis à la mobilisation. Des approvisionnements sont constitués dans ce but pour un certain nombre d'unités à raison de vingt paires par bataillon.

Comme on le voit, le principe est partout le même. Le ski est considéré dans toutes les armées comme pouvant et devant être fort avantageux ; mais partout on admet que son usage doit cependant être limité aux services de découverte et de liaison.

C'est bien ainsi qu'en France on a, avec raison, envisagé et résolu la question.

De Beyre.

## LA

## Réforme des études médicales

Le *Figaro* a sommairement exposé lundi les données principales du projet de décret que le Conseil supérieur de l'instruction publique vient, après de longues délibérations, de soumettre à l'approbation du ministre. C'est, pour les gens de notre profession, une question capitale, et malaisée en raison de sa complexité. Elle vaut qu'on en parle un peu plus longuement.

Depuis longtemps toutes les personnes compétentes s'accordent à penser que l'organisation actuelle de nos Facultés ne répond plus aux besoins de ce temps, que le recrutement du personnel enseignant est à modifier, et le plan des études théoriques et pratiques à remanier grandement.

Nous ne dirons rien, aujourd'hui, de la réforme de l'agrégation qui vient de donner lieu aux tumultueux incidents que l'on sait. Occupons-nous uniquement de la remise à neuf du plan des études médicales en vue du doctorat en médecine.

Le projet du décret maintient la première année d'études préparatoires communément dénommée P. C. N. (physique, chimie, histoire naturelle) qui se passe aux laboratoires de la Faculté des sciences.

Beaucoup de praticiens estiment un

peu superflue cette année d'instruction quelque peu théorique qui sert d'introduction aux sciences médicales et pensent qu'elle fait perdre un temps précieux à de malheureux jeunes gens, qui ont à faire deux années de service militaire, et qu'il serait plus sage d'initier directement à leur métier de médecins. Mais d'autres, dont je suis, tiennent pour fort utile cette culture préalable, pour ce motif qu'elle ne peut que relever le niveau intellectuel et moral des médecins de ce pays, en menant leur esprit de connaissances d'ordre plus général, bien propres à donner ce qu'on est convenu de nommer l'esprit philosophique. A supposer que la difficulté des épreuves de l'examen final du P. C. N. rarelle quelque peu le nombre des aspirants médecins, le mal ne serait pas bien grand, puisqu'il est avéré que notre profession compte au nombre des plus encombrées. Si les praticiens étaient un peu moins nombreux, s'il était plus aisé de gagner honorablement sa vie en soignant des malades, on ne verrait sans doute point, parmi nous, tant d'apréts au gain, et si peu de scrupules professionnels. Tout de même, il est regrettable que — pour donner quelque prospérité aux Facultés des sciences trop dépeuplées d'élèves — on ait cru devoir alléger les facultés de médecine du soin de donner cet enseignement initial.

Elles ont toutes de fort bons professeurs de physique, de chimie, de botanique et de zoologie, que l'on réduit à ne rien faire, ou presque, alors que seuls ils eussent été à même d'envisager les sciences naturelles du point de vue vraiment intéressant pour de futurs médecins. Les cours de la Faculté des sciences sont infiniment trop techniques, trop théoriques, trop distraits de la médecine pour que s'y puissent sérieusement attacher des jeunes gens qui veulent être médecins. Obtiendra-t-on de nos Facultés des sciences qu'elles veuillent bien consentir à prendre un peu mieux conscience des besoins de cet auditoire tout à fait spécial ? Cela ne paraît pas probable, à en juger par ce qui s'est passé jusqu'à ce jour. Et il est permis de penser que mieux vaudrait qu'il en fût autrement.

\*\*

Par contre, il faut, je crois, approuver sans réserves presque tous les autres remaniements adoptés par le Conseil supérieur de l'instruction publique. Cinq années d'études médicales, vingt inscriptions au lieu de seize, l'obligation rigoureuse de suivre les travaux pratiques et de faire dans les hôpitaux un stage véritablement instructif, voilà d'excellentes mesures. Jusqu'à présent, beaucoup d'étudiants en médecine — la plupart de ceux qui ne passaient point par l'externat et l'internat des hôpitaux — ne poursuivaient que des études cliniques extrêmement sommaires, et se voyaient réduits à apprendre le principal de leur métier au détriment de leurs premiers malades.

Cela va changer, Dieu merci, grâce à l'institution, incontestablement heureuse, du livret scolaire individuel, portant les notes d'assiduité et d'interrogation obtenues par chaque étudiant aux travaux pratiques de la Faculté, au stage dans les hôpitaux. Ce livret sera, sous peine de nullité, communiqué aux juges de tous les examens, qui sauront ainsi s'ils ont affaire à un élève studieux ou à un pilier de brasseries, hâtivement entraîné à répondre tant bien que mal à de rapides interrogations.

L'enseignement est réparti de la façon suivante :

1° Leçons théoriques faites en chaire, pour les sciences zoologiques et les renseignements annexés à la médecine, à la chirurgie, et l'obstétrique ;

2° Travaux pratiques, répartis entre les cinq années de scolarité ; ils seront obligatoires ; et se donneront dans les laboratoires de la Faculté ;

3° Enseignement clinique, donné dans les hôpitaux et soigneusement réglé.

Pour ce qui est des cours purement théoriques, souhaitons qu'ils soient réduits au strict nécessaire. Sur ce point, toutes les Facultés de France feraient sagement d'imiter celle de Bordeaux qui, depuis longtemps — à l'inspiration de son éminent doyen, le professeur Pithes — a supprimé toutes les chaires magistrales de pathologie théorique pour les transformer peu à peu en chaires de clinique, de médecine au chevet du malade. Il est avéré maintenant que les étudiants ne suivent guère les cours de pathologie médicale ou chirurgicale, qu'ils apprennent ces deux sciences dans leurs livres, à propos d'un malade observé à l'hôpital. Deux ou trois agrégés pour faire les cours théoriques suffiraient amplement, d'autant que nous avons en France des ma-

nuels et des traités de pathologie tout à fait admirables.

Le projet de décret confère aux laboratoires de la Faculté le soin de donner l'enseignement dit des travaux pratiques. Mais il paraît résulter d'une des délibérations du Conseil supérieur que les plus grandes facilités seront données aux étudiants particulièrement zélés pour qu'ils puissent s'inscrire aux laboratoires du Collège de France, de la Faculté des sciences et de l'Institut Pasteur. Je crois même savoir que c'est le professeur Bouchard qui émit ce vœu libéral.

\*\*

Le stage dans les hôpitaux — pour les élèves qui ne sont ni externes ni internes des hôpitaux — devient absolument obligatoire pendant les cinq années d'études. Il durera neuf mois chaque année. Au cours et à la fin de chaque année de stage, l'étudiant sera interrogé par son chef de service, et le résultat des interrogations sera mentionné sur le livret scolaire.

Voilà vraiment une grosse réforme. Les médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux, ou, du moins, ceux qui accepteront de recevoir des stagiaires, deviendront en quelque manière attachés à la Faculté. Ils vont la servir efficacement, régulièrement, la suppléer là où elle est impuissante, enseigner en son nom, interroger pour elle, donner des notes dont elle devra tenir compte, alors que, jusqu'ici, rien ne les rattachait à elle. Il est probable que pour ce service rendu, un traitement leur sera alloué, un traitement modeste, mais suffisant pour qu'il y ait consécration officielle de la fonction. Cela encore paraît excellent. Déjà la Faculté de médecine de Bordeaux, ingénieuse devancière, utilise depuis deux ou trois ans le service des hôpitaux pour l'organisation d'un enseignement clinique intelligentement gradué : les résultats sont très heureux.

Notre Ecole de médecine de Paris aura donc, à tout prendre, un personnel extrêmement nombreux : professeurs titulaires, professeurs agrégés, chefs de laboratoire, chefs des travaux pratiques, préparateurs, plus une cinquantaine de médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux, chargés des services du stage. C'est beaucoup, et ce n'est pas trop, si l'on veut que les praticiens qu'elle formera soient instruits et prêts à exercer convenablement leur métier difficile.

Tout ce vaste programme, s'il est réalisé dans son ensemble, infusera à des facultés défilantes une vie nouvelle, et les rejuvenira. Elles en avaient grand besoin. Le Conseil supérieur a fait là de bonne besogne. On peut bien l'en remercier, comme aussi les deux derniers doyens, le professeur Debove et le professeur Landouzy, actuellement en fonctions, qui ont pris une grande part à l'élaboration de ces bonnes réformes.

Horace Bianchon.

## JOURNAUX ET REVUES

## La bonne année

Les journaux sont tout pleins de vœux et de prédictions. Et il est remarquable que ces vœux et ces prédictions coïncident : cela prouve que nos contemporains sont volontiers optimistes. L'ennui c'est que leurs vœux diffèrent extrêmement les uns des autres ; alors, on prévoit déjà qu'il y aura des déceptions.

Dans l'*Action*, M. Lafferre, député de l'Hérault, président du comité exécutif du parti radical et radical-socialiste, invoque l'année 1909 et il lui demande éloquemment : « Que nous portes-tu dans tes flancs, année nouvelle ?... » M. Lafferre ne fait pas de grands rêves : « Beauvilliers de la Faculté ; »

« L'année nouvelle, du radicalisme et du radicalisme-socialiste. Agréable pensée pour le président d'un comité exécutif. La Lanterne « forme ses souhaits » pour l'humanité « d'abord », pour la patrie « ensuite » et « enfin » pour son parti. Cette hiérarchie est bien redoutable. Le parti en troisième lieu, — c'est bien ; seulement, ce sera très difficile à soutenir, cette combinaison-là, durant toute une année. Si les socialistes, unifiés ou indépendants, si les radicaux et les radicaux-socialistes, — se reconnaissent-ils — si les autres aussi avaient toujours eu soin de faire passer les intérêts de la patrie avant les intérêts du parti, eh ! bien, alors, tout n'en irait que mieux ; et même, tout irait le mieux du



monde, en ce pays qui aurait de si bons enfants. Mais, à la vérité, ce n'est pas cela. C'est exactement le contraire que nous voyons. De là, mille et mille inconvénients. Et pouvons-nous penser que cela change à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939, simplement ?... Tout bien considéré, nous ne le pouvons pas. Ou, du moins, nous ne le pouvons pas sans folie.

D'ailleurs, la *Lanterne* met en première ligne l'humanité et en deuxième la patrie. Elle a tort. La hiérarchie qu'elle a fixée semble logique, très logique ; elle ne vaut rien. L'humanité est une chose à laquelle on ne le droit de songer quelques prodigieux penseurs. Ne parlons pas de ces penseurs : ils n'ont pas d'emploi dans la réalité quotidienne. La patrie est une collectivité bien suffisante pour occuper nos petites imaginations, l'esprit que nous avons et nos ferveurs ; ô *Lanterne*, soyez-en sûre !...

#### L'éternel féminin

L'ingénieuse *Revue* a posé à quelques écrivains éminents la question, la terrible question, de savoir si « la femme est aussi loyale que l'homme »...

Aussi loyale que l'homme, — ce n'est pas beaucoup dire, et ce n'est peut-être pas assez dire !... Voici, en résumé, quelques-unes des réponses que la *Revue* a reçues.

Mme Juliette Adam n'est ni féministe ni, dit-elle, « masculiniste » : elle est « familiale ». Elle croit à l'équivalence complémentaire de l'homme et de la femme ; elle considère que les droits de l'enfant reconstitueront la famille trop abandonnée.

M. Tristan Bernard dit :

Comme c'est généralement l'homme qui écrit, il attribue tous les défauts possibles à la femme ; si c'était la femme qui écrivait, elle les attribuerait à l'homme : c'est d'ailleurs ce que nous constatons dans les œuvres de nos meilleures romancières contemporaines.

M. Tristan Bernard conclut avec la duchesse de Bourgogne : c'est galant, de sa part : Les meilleurs gouvernements sont ceux où les femmes exercent publiquement le pouvoir, car alors ce sont les hommes qui gouvernent !

M. Emile Faguet :

Je crois très fermement que la femme n'est rusée qu'à cause de la dépendance et de la subordination dans laquelle elle a vécu pendant des siècles, et qu'elle cessera de l'être quand elle aura échappé à cette subordination et à cette dépendance. Par elle-même et naturellement elle est plus droite et plus loyale que l'homme, parce qu'elle est plus désintéressée que lui et plus gouvernée que lui par le sentiment. Je crois donc très sérieusement que l'accession des femmes aux « offices virils » et même aux droits politiques et aux fonctions politiques n'aurait pour effet qu'une augmentation de la moralité générale.

Mme Claude Ferval ne lui aucun des traits que prêter au caractère féminin les misogynies ; mais elle demande :

Si celle que vous jugez apte aux difficiles vertus familiales, au labeur, au dévouement, à l'héroïsme même parfois, n'apporte dans la vie publique qu'une médiocre loyauté, à qui la faute ?...

A nous !...

M. Alfred Fouillée déclare que la femme est, à son avis, moralement l'égale de l'homme ; mais il la trouve « différente de l'homme ». A cause de cela elle ne peut pas et elle ne doit pas prétendre « à toutes les mêmes fonctions que lui ». M. Fouillée ajoute :

Sur bien des points, le féminisme ne fait pas les distinctions nécessaires.

M. Anatole France :

Je ne sais si la femme humaine est naturellement artificieuse ; mais je sais bien que le mâle, à travers l'histoire, s'est toujours montré brutal, féroce, sanguinaire et déloyal ; je ne vois donc pas ce que la moralité générale pourrait perdre ou gagner à l'accroissement de l'influence féminine.

Disons mieux : la moralité sociale ne peut ni s'élever ni s'abaisser ; elle ne peut que se modifier. Toute société est morale pour ceux qui en ont adopté les habitudes et qui en tirent avantage, immorale pour ceux qui ne s'en accomodent point. Notre société actuelle est morale pour l'homme qui en profite, immorale pour la femme qui en pâtit.

M. Haraucourt considère que les dialecticiens qui invoquent Judith et Dalila pour « nier la femme future » devraient « se réclamer d'Icare pour nier les aéro-

planes ». C'est dire qu'il n'est pas de leur avis.

M. Paul Hervieu :

Vous me demandez si la femme est moins loyale que l'homme ? Je réponds que lorsqu'un homme est vraiment loyal, il y a chance que les femmes et les autres hommes le soient moins que lui.

Vous êtes curieux de savoir si la femme a plus d'instincts impulsifs et moins de droiture volontaire que l'homme ? Je crois que la femme est, en effet, plus « instinctive » ; mais il ne m'est pas démontré que le premier mouvement soit le mauvais, ni que la réflexion et la volonté soient un si sûr chemin vers la droiture.

Quant à décider si les progrès du féminisme font courir des dangers à la moralité générale, cette dernière m'a souvent paru perdre des occasions meilleures de faire la chippie.

Mme Daniel Lesueur n'a vu qu'« exceptionnellement » des femmes « rusées et cauteleuses ». Du reste, elle n'a vu ces travers, dans l'autre sexe, qu'exceptionnellement aussi.

M. Alfred Mézières se méfie des généralisations. Il demande qu'on ne caractérise pas « chaque sexe en bloc ». Il souhaite qu'on n'examine que des « espèces » et des cas particuliers. C'est la prudence même.

Quant à M. Marcel Prévost, s'il a vu des femmes rusées, il ne le nie pas. Mais il attend de meilleurs jours ; et, quand la femme aura les mêmes droits que l'homme, la ruse ne lui sera-t-elle pas moins nécessaire ?...

Le poète Henri de Régnier ne croit pas que les femmes soient « naturellement rusées ». Elles sont une « période d'essai ». M. Henri de Régnier, par conclusion, attend à plus tard.

M. la duchesse d'Uzès n'aime pas beaucoup toutes ces questions-là qui, d'habitude, sont soulevées par de « faux psychologues », — lesquels « ne connaissent de la femme que la... courtisane ou même moins ».

En somme, cette enquête est plutôt bonne pour les femmes. Tout le monde a répondu, pour elles, gentiment : et l'on ne se plaint pas sans manquer aux plus gracieux devoirs de la galanterie.

André Beauvier.

## LA PRESSE DE CE MATIN

### LA POLITIQUE

#### Le Gaulois :

La boue symbolique :

Nous avons vu les pires humiliations et nous sommes docilement inclinés devant les plus monstrueux abus de la force, les plus scandaleux dénis de justice ; nous avons assisté impuissamment à la désorganisation systématique de notre armée, à la quasi destruction de nos forces armées ; nous avons vu docilement les attaques dirigées par M. Caillaux contre la fortune publique et la propriété privée ; la persécution religieuse n'a provoqué aucun mouvement d'ensemble et nous demeurons à peu près indifférents à la tyrannie des syndicats rouges — comme à l'omnipotence des francs-maçons.

Mais les boues se mettent en chômage, et voilà Paris qui se révolte.

Cette grève nous touche directement et individuellement ; il nous faut traverser nos pantalons et chausser des snow-boots.

Cela — on en conviendra — ne se peut tolérer. C'est pourquoi nous demandons que nous sommes acclamés, et que l'accomplissement nous ferait envisager sans grande émotion la fange où nous pataignons aujourd'hui.

Cette grève est symbolique ; elle couvre tout, et nul ne fait sérieusement effort pour nous en délivrer.

La Libre Parole, sous la signature de M. Lumbont :

L'année 1908.

Encore une qui s'en va et qui ne sera regrettée de personne !

Cette oraison funèbre par laquelle fut saluée la fuite des dix ou quinze dernières années s'applique encore, avec une triste exactitude, à l'année 1908. Pendant les douze mois qui viennent de s'écouler, on a eu la sensation de s'enfoncer encore un peu plus avant dans la boue, de descendre d'un degré dans l'abîme.

Il est, d'ailleurs, à peu près impossible de faire un résumé quelconque de l'année qui s'en va, car 1908 fut par excellence l'année du vide et du néant. Jamais le régime parlementaire n'avait donné de preuves plus éclatantes de sa stérilité et de sa malhonnêteté.

Manifestations passagères, c'est entendu. Elles ne vont pas jusqu'à fonder des choses. Elles ne supprimeront pas un seul différend, ni une

déjà pleins de petits chefs-d'œuvre enrubannés et brodés : chemises, cache-crois, robes de nuit en nansouk, mouchoirs de dentelle, voilettes, corsets de coutil français et sauts-de-lit de fine batiste, garnis de valenciennes, ou même de fourrure.

Il doit vous avoir fallu toute la journée, dit-il.

Je n'avais jamais tant regardé de choses de ma vie, répondit Alice, et M. Mann ne s'est pas attardé une seule fois à demander le prix de rien.

Je n'avais pas songé à l'en prier, fit Olivier en riant.

Dès que la jeune fille se fut retirée pour s'habiller, Montag interrogea son frère d'un air affolé :

Dis-moi ! pour l'amour du ciel, combien tout cela va-t-il coûter ?

Comment le saurais-je ? répliqua Olivier tranquillement ; je n'ai pas vu les factures. Quinze à vingt mille dollars, je présume.

L'ainé joignit les mains involontairement et demeura pantois.

Pour combien de temps en aura-t-elle ? demanda-t-il.

Eh bien, quand elle aura tout, ce qu'il faut, elle pourra aller jusqu'au printemps, évidemment... A moins qu'elle ne fasse un voyage dans le Sud, cet hiver.

Alors, combien faut-il compter de penser par an pour sa toilette ?

De trente à quarante mille, sans doute. Je n'ai pas l'intention d'en faire le compte.

Montagu, toujours assis, réfléchissait en silence. A la fin, son frère lui demanda :

Tu n'as pas envie de la tenir enfermée à la maison, n'est-ce pas ?

Veux-tu dire que les autres femmes dépensent toutes autant pour s'habiller ?

Sans doute ; il y en a des centaines. Beaucoup vont jusqu'à cinquante mille dollars. J'en sais qui dépassent les cent mille.

Montagu ne put retenir une exclamation :

C'est monstrueux !

seule rivalité, mais elles ont momentanément relégué les querelles.

### ÉCHOS & NOUVELLES

#### Le Journal :

De Grenoble.

On est fort inquiet ici sur le sort d'une famille grenobloise qui a quitté notre ville au mois de mai dernier pour aller habiter Messine. M. Grivel, négociant, était allé, en effet, représenter dans cette ville une Société d'éclairage et il était parti avec sa femme, née Giroud, originaire de Vizille, et ses deux enfants âgés de dix-sept et quatorze ans. Il avait installé son magasin à Messine, 261, Corso Cavour, au centre d'un quartier qui a été complètement détruit.

Toutes les démarches faites par les familles des disparus pour obtenir de leurs nouvelles sont demeurées jusqu'à présent sans résultat.

Du Havre.

Depuis le matin, une brume intense s'est abattue sur la ville et sur la rade ; dans les rues, on ne distingue rien à six mètres. La circulation des voitures est réduite presque à l'impossibilité ; le service de la navigation est complètement interrompu.

#### Le Petit Journal :

Le jour de l'an de Mme Steinheil.

Mlle Steinheil est restée une heure avec sa mère à l'heure du dîner, et quelques minutes avec un modeste bouquet de violettes. La jeune fille, qui croit fermement à l'innocence de sa mère, lui a souhaité de voir bientôt la fin de son incarcération, et Mme Steinheil a fait avec elle des projets d'avenir pour ce jour qui elle aussi croit très prochain.

Dès que sa fille a été partie, la veuve du peintre a regardé sa cellule de sa démarche légère et élégante, et elle a vu dans le bouquet de violettes dans un vase, bien en évidence sur une tablette.

#### Le Petit Parisien :

Notre confrère, pose la question : Faut-il s'attendre à un prochain coup de théâtre ? Il déclare que M. André, juge d'instruction, attache la plus grande importance au résultat des commissions rogatoires qu'il a lancées.

On cherche diverses personnes qui auraient rencontré à côté de l'hôpital Necker un certain individu qui aurait joué un rôle dans le double assassinat de l'impasse Ronsin.

Un certain M. B..., retrouvé, fut prié d'écrire à l'encre une sorte de lettre conçue à peu près en ces termes :

Monsieur,

Je reconnais avoir rencontré, la veille de la découverte du crime de l'impasse Ronsin, un ou deux hommes porteurs d'un sac, près de la station du Métro, aux abords de l'hôpital Necker.

D'après les bruits qui circulaient hier soir, d'autres personnes, visées par les commissions rogatoires, et également retrouvées, auraient eu à se soumettre aux mêmes formalités.

Que signifie tout ceci ? Nous le saurons bientôt, sans doute, en dépit du mutisme observé par la justice.

Double assassinat à Colombes

Un double assassinat a été découvert hier, à Colombes, 120, avenue de Gennevilliers.

A une heure et demie, un garçon-livreur baigneur se présentait, comme il le faisait chaque jour, pour livrer le pain de deux Mathieu, qui possèdent à cette adresse une petite maison d'un étage, adossée à un vaste jardin. Très étonné de trouver les contrevents fermés, le baigneur se dirigea derrière la villa, pour graver un perron sur lequel ouvrait la cuisine et où se trouvait d'habitude le chien de M. Mathieu.

Après avoir vainement frappé à la porte vitrée, et comme il ne recevait pas de réponse, il regarda à travers les vitres. Le chien était couché dans la cuisine, au milieu d'une mare de sang.

Effrayé, le baigneur, comprenant qu'un drame s'était passé derrière cette porte, courut chercher un voisin, M. Drayer. Tous deux pénétrèrent alors dans la maison.

Mme Marie Mathieu, une femme très robuste, âgée de cinquante-trois ans, gisait dans la salle à manger, les pieds dans la cheminée, la tête engagée sous la table.

Dans une pièce voisine, qui lui servait de bureau, M. Louis Mathieu, âgé de cinquante-huit ans, agent d'assurances à la Compagnie l'Aigle, était lui aussi étendu sur le parquet, le long de la fenêtre. Tous deux étaient méconnaissables ; ils avaient le crâne broyé par un instrument contondant, et le visage labouré comme par un ciseau.

On courut chercher M. Andrieux, commissaire de police de Courbevoie, qui téléphona immédiatement à la Sûreté et procéda aux premières constatations.

A trois heures de l'après-midi arrivaient en automobile sur le théâtre du crime MM. Ducasse, juge au petit parquet, Hamard et le docteur Socquet.

L'enquête a établi que M. Mathieu, qui passait pour avoir une certaine fortune,

— Balivernes ! Cela fait vivre des milliers de gens... qui sans ça ne sauraient que faire.

Montagu ne trouvait rien à répondre à cela.

As-tu les moyens de mettre Alice sur le même pied que ces femmes-là indéfiniment ? interrogea-t-il encore.

Je ne songe pas le moins du monde à la faire indéfiniment ; je me propose tout bonnement de lui permettre de courir sa chance. Quand elle sera mariée, son mari payera ses factures.

Ah ! tout cela n'est donc que pour la mettre en montre ?

Si tu veux ; mais quelles sottises ! Comme si tu ne savais pas que les parents qui promettent leur fille dans le monde n'ont, en général, ni les moyens ni l'intention de continuer toute leur vie les frais qu'ils font pour elle.

Nous ne cherchons pas à marier Alice à tout prix.

Les meilleurs médecins laissent un peu faire la nature, mais ils l'aident. En conduisant leur cousine dans le monde et en lui laissant toute liberté de s'y distraire, nous la mettons simplement dans le milieu qu'il faut, et nous nous résignons à ce qui arrivera.

Montagu méditait toujours, les sourcils froncés. Il commençait à voir un peu plus clair dans le jeu de son frère. Tout à coup il lui demanda :

Est-tu bien sûr, Olivier, de n'avoir pas risqué de trop gros enjeux ?

Que veux-tu dire ?

Pourras-tu tenir jusqu'à la fermeture de cette exposition ? Je veux dire, jusqu'à ce qu'Alice ou moi nous commençons à rapporter ?

Ne te mets donc pas martel en tête, protesta Olivier en souriant.

Voyons, insista Montag, ne ferais-tu pas mieux de me mettre dans la confidence ? Pendant combien de semaines pourras-tu te charger de notre loyer ici ? As-tu réellement les moyens de régler toutes ces emplettes ?

Je les ai ; mais ce n'est pas à dire que je veuille payer.

et était propriétaire de la villa qu'il habitait, partait tous les matins pour se rendre à son bureau, à Paris. Jeudi soir, Mme Mathieu sortit vers huit heures, pour aller chercher son mari à la gare.

La police croit que les assassins se sont introduits dans la maison en l'absence de Mme Mathieu ; après avoir tué le chien, ils se sont mis en devoir de chambrier la villa, sont montés au premier étage, où ils ont mis les meubles au pillage, puis ils ont fait des paquets des objets volés. L'un de ces paquets, confectionné tel que le font les garçons blanchisseurs, que les malfaiteurs n'ont pas emporté, a été retrouvé par M. Hamard.

Dans une autre chambre, on a trouvé étendue à terre une toile verte prête à envelopper la pendule placée à côté.

M. Hamard suppose donc que les époux Mathieu, en revenant de la gare, sont rentrés chez eux. Les malfaiteurs, en les attendant, sont descendus précipitamment du premier étage et se sont trouvés face à face avec les arrivants. Une lutte s'est alors engagée, au cours de laquelle M. et Mme Mathieu ont été frappés à la tête à coups de pince-mon-seigneur.

A la gare, les employés du chemin de fer n'ont remarqué aucun personnage suspect. Un chiffonnier a déclaré à M. Hamard que vers deux heures du matin, il avait vu sortir de la villa Mathieu quatre individus qui portaient de volumineux paquets ; mais, il n'a pu fournir aucun signalement.

MM. Ducasse, Socquet et Hamard ont quitté Colombes à sept heures. Ils ont décidé de suspendre toute opération jusqu'à ce matin. En conséquence, les lieux ont été laissés en état. La villa Mathieu est gardée par des agents de Colombes et par des inspecteurs de la Sûreté. Personne n'a le droit d'y pénétrer.

C'est M. Boucard, juge d'instruction, qui continuera l'enquête commencée hier, jour férié, par M. Ducasse, du petit parquet.

Le bruit courait hier soir, à Colombes, que ce double assassinat n'aurait pas été commis par des cambrioleurs et que la justice ferait fausse route. On assurait que Mme Mathieu prêtait à la petite semaine, et qu'il s'agirait d'un règlement de compte tragique avec un débiteur. Cette version n'expliquerait pas comment ce prétendu débiteur était porteur de la pince-mon-seigneur avec laquelle ont été frappées les victimes.

L. B.

## Informations

M. Clemenceau dans le Var. — Le président du Conseil a quitté Paris hier soir par le rapide de 9 h. 30 à la gare de Lyon, se rendant à Draguignan. M. Durrmeyer, secrétaire général du Var, a accompagné le président du Conseil. Il se rend à Aigues-Vives.

Nouvelle candidature. — M. Villenim, président du syndicat patronal de la maçonnerie, pose sa candidature dans le département de la Seine aux élections sénatoriales de demain.

M. Villenim, qui a déjà été candidat au Sénat pour le département de la Seine, est républicain modéré.

Encore un prix ! — C'est celui des « Quarante-cinq », qui sera décerné le 5 janvier prochain. Il n'est que de mille francs, mais sera très honorable pour qui le recevra, car le jury est composé de : MM. Paul Acker, Henri Barbusse, Henry Bataille, Tristan Bernard, Henry Bernstain, Paul Boncour, Albert Bonnard, Marcel Boulenger, René Boylesse, G. A. de Caillavet, Capiello, Caro-Delvaillie, Romain Coollas, F. de Croisset, A. Dewambez, Paul Deskas, Georges Dumas, J. Ernest Charles, Emile Fabry, Falize, Albert Elamant, Robert de Fiers, Francis-Noah, Fernand Gregh, Reynald Hahn, C. H. Hirsch, Pierre Lalo, P. Landowski, Lévy-Dhurmer, Pierre Louys, Pierre Mille, Pierre Mortier, Nozière, Charles Plumet, René Quinton, Paul Reboux, H. de Régnier, Jacques Richepin, André Rivière, Albert Sarraut, Edmond Séché, Pierre Viber, Zamacois, Fernand Vandérem, Gabriel de La Rochehoucauld.

Association française du froid. — Il vient d'être créé à Paris, sous la présidence d'honneur de MM. Loubet et de Freycinet, la présidence honoraire de MM. d'Arsonval, Gautier, Léauté, Lévassier et Tisserand, membres de l'Institut, et la présidence effective de M. André Lebon, ancien ministre, une Association française du froid, qui examinera les questions des applications du froid artificiel à tous les problèmes de l'agriculture, de l'industrie et du commerce français, ainsi qu'aux questions militaires et maritimes.

Le conseil de cette Association se compose de soixante membres pris parmi les colla-

— Tu ne régleras pas les factures ? nous aurons tout cela à crédit ? Olivier rit toujours.

Tu es pire qu'un juge d'instruction. Je crains que tu n'aies besoin de te renseigner sur le compte de ton frère, et d'apprendre à le respecter un peu. Vois-tu, Allan, des hommes comme Reggie ou moi sont en situation d'apporter aux fournisseurs une importante clientèle ; aussi tous se mettent en quatre pour nous faire plaisir. Comme ils nous doivent des commissions importantes, il n'est jamais question d'argent entre eux et nous.

Ah ! je comprends ! C'est donc comme cela que tu gagnes de l'argent ?

C'est un de nos moyens d'en économiser, ce qui revient au même.

Et cela se sait ?

Dame, oui. Pourquoi pas ?

Je ne sais pas, ça paraît drôle.

Pas le moins du monde. Les gens du meilleur ton le font, à New-York. Voyons : un étranger arrive ici, il veut les meilleurs fournisseurs ; il s'adresse à moi, je les lui indique. Ou encore, voilà Robbie Walling, qui a cinq ou six millions montés et dépense plusieurs millions par an ; il ne peut pas s'occuper de tous ses achats lui-même ; il ne ferait que cela tout le temps ! Pourquoi ne demanderait-il pas à un ami d'y veiller à sa place ? Ou bien, c'est un nouveau magasin qui s'ouvre et qui tient à la clientèle de Mme Walling pour la réclamer ; il m'offre une commission à moi, et il lui consent un rabais, à elle ; pourquoi repousserais-je sa proposition ?

C'est bien compliqué. Alors, les magasins ont différents prix ?

Autant de prix que de clients. Comment est plein de gens riches sans éducation qui mesurent la valeur des choses au prix ; pourquoi ne les contenterait-on pas en les leur faisant payer bien cher ? Tiens, ce moulin deux mille dollars, et je t'en promets ce que tu voudras qu'elle comptera le pareil trois mille cinq cents à des clients de Butte (Montana).

horateurs des ministres intéressés à la question, les membres du Parlement, les représentants autorisés des grandes Associations et des Sociétés savantes.

L'Association du froid groupe un grand nombre de comités régionaux englobant tous les départements français. Elle organisera pour l'année 1939, le premier congrès français du Froid.

Cercle catholique de Luxembourg. — Un atelier a été spécialement organisé pour les élèves se préparant aux Beaux-Arts (architecture) (18, rue du Luxembourg).

### LES

## Miettes de la Science

### La monnaie d'aluminium

L'aluminium, dont la fabrication a pris, depuis quelque quinze ans, un si fabuleux essor, ne se refusait bientôt plus rien. Ce n'était pas encore assez pour ce nouveau venu sur le marché des métaux d'avoir conquis droit de cité parmi les équipements militaires, de rivaliser avec le cuivre pour les canalisations électriques et d'avoir révolutionné une foule d'industries ; voici maintenant qu'il va s'élever au rang de monnaie à côté du billon, qu'il aura tout fait de dépasser.

Il était logique, au demeurant, et rationnel, de songer à cette application, étant donné, d'une part, que l'aluminium peut être considéré, à juste titre, comme le métal national par excellence, et, d'autre part, qu'il défie toute concurrence, au double point de vue de l'hygiène et de la propreté. Sans compter, enfin — *the last, but not the least*, — que son exceptionnelle légèreté mettra la nouvelle monnaie à l'abri de toute espèce de confusion.

Tout serait donc pour le mieux, et je n'aurais qu'à applaudir des deux mains à la réforme si j'avais la certitude qu'elle est effectivement au point, et que la question a été étudiée, comme elle aurait dû l'être, dans ses plus menus détails.

D'après ce qu'on nous raconte, le métal employé devra avoir un teneur en aluminium pur d'au moins 98 o/o. Si l'information est exacte, j'ai bien peur qu'on ne fasse fausse route, et qu'on ne s'expose, à très bref délai, à de graves déceptions.

Si, en effet, l'on emploie de l'aluminium pur, ou presque pur, sans l'addition d'aucun alliage susceptible de le durcir, l'usure sera extrêmement rapide. Elle sera même si rapide que force sera de retirer de la circulation, dès la quatrième ou la troisième année, plus tôt même peut-être, la plus grande partie des pièces frappées.

Veillez noter que l'objection n'est pas minime. Elle émane de l'un des ouvriers de la première heure, d'un homme pour lequel la métallurgie de l'aluminium n'a plus guère de secrets. Je n'ai fait que la reproduire textuellement et la contresigner, sûr d'avance que pas un spécialiste ne voudrait s'inscrire en faux là-dessus.

M. Charpentier (de Valdoie), dont, en pareille matière, la parole fait autorité, ajoute que c'est pour une raison analogue que, dans la monnaie de billon, l'on emploie le bronze, et non pas le cuivre pur. Ce n'est pas par économie, puisque la valeur de l'étain ajouté est plus grande que celle du cuivre. Mais l'on redoute avec raison un « fat » trop rapide. Eh bien ! pour l'aluminium, le cas est absolument le même.

Il aurait donc fallu commencer par procéder à des essais sur différents alliages d'aluminium, ainsi qu'on l'a fait pour le cuivre. Si, en effet, l'on aboutit, comme cela est certain, à une déconvenue, le pauvre aluminium, qui n'en peut mais, risque d'être irremédiablement disqualifié. Ce sera le retour au bronze malpropre, encombrant et lourd, et il faudra de longues années pour détruire l'injuste légende.

Pourquoi l'Etat n'ouvrirait-il pas un concours, où les métallurgistes seraient invités à présenter les alliages les plus divers, entre lesquels la Monnaie ferait son choix définitif, en connaissance de cause, après épreuves et contre-épreuves comparatives ?

Point ne serait besoin, quoi qu'on puisse supposer, d'un temps indéfini ; point ne serait besoin, pour savoir si la monnaie d'aluminium tiendra ou non le coup, de prolonger l'expérience pendant plusieurs années. Rien ne serait plus facile que de déterminer le mouvement et de déterminer le coefficient de résistance au frottement, par rapport à la monnaie de bronze, en mettant un certain nombre de pièces de chaque sorte dans des tambours rotatifs tournant à grande vitesse. En quelques mois, l'on serait fixé.

La monnaie d'aluminium offre trop d'avantages pour qu'on s'expose de gaieté de cœur à commettre une telle faute, et à se voir, par une décision hâtive et inconsidérée,

Qu'en pense « Qui de Droit », notre maître à tous ?

Emile Gautier.







